

The background of the cover is a close-up photograph of a young person's face, showing their eyes and braided hair. The image is partially obscured by geometric shapes: a large orange triangle on the left and a blue triangle on the right.

YOUTHSTART GLOBAL

**PHASE INITIALE – ETUDE DE L'ECOSYSTEME
DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES POUR
LES JEUNES**

RAPPORT PAYS DU BÉNIN

DÉCEMBRE 2015



Dalberg

YouthStart Global est une initiative mondiale financée par le Fond d'Équipement des Nations Unies et l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement Internationale (SIDA).

L'UNCDF (United Nations Capital Development Fund) est l'agence d'investissement des Nations Unies pour les 48 pays les moins avancés du monde (PMA). Dans le cadre de son mandat, l'organisation fournit des capitaux aux PMA, ce qui leur permet de s'engager sur la voie d'une croissance inclusive. Elle utilise l'aide publique au développement de façon judicieuse afin de débloquer et d'exploiter au mieux les ressources nationales publiques et privées. Elle promeut l'inclusion financière, notamment à travers la finance numérique, en tant que moteur de réduction de la pauvreté et de croissance solidaire. Elle montre qu'en délocalisant les services financiers hors des capitales, on peut accélérer la croissance économique locale, promouvoir le développement d'infrastructures durables et résilientes face aux changements climatiques, et donner plus d'autonomie aux communautés locales. Grâce à des subventions, prêts et rehaussements de crédit, l'UNCDF expérimente de nouveaux modèles de finance inclusive et de financement du développement local, atténue les risques associés à l'investissement local et démontre la pertinence de son approche, incitant les investisseurs plus importants et généralement peu enclins à prendre des risques à développer les systèmes à plus grande échelle. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site <http://www.uncdf.org/fr>.

Dalberg Global Development Advisors est une structure de conseil et de stratégie exclusivement dédiée au développement et à l'innovation. Notre mission est de concevoir des solutions efficaces aux défis planétaires les plus urgents et d'améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement. Notre approche combine à la fois une rigueur d'analyse et une expérience pratique dans l'appui aux gouvernements, fondations, organismes internationaux, ONG et entreprises. Nous proposons une large variété de services tels que le développement de stratégies d'innovation, les études de marché, la restructuration des processus et structures d'organisations, l'analyse des tendances et la conception de stratégies de pénétration de marché, ainsi que la coordination d'initiatives faisant intervenir plusieurs parties prenantes. Dalberg dispose d'un réseau mondial de bureaux dont quatre (04) en Afrique, dans les villes de Dakar, Lagos, Johannesburg et Nairobi. Ailleurs dans le monde, Dalberg a des représentations à Abu Dhabi, Copenhague, Genève, Londres, Mumbai, New Delhi, New York, San Francisco, Singapore et Washington.

Droit d'auteurs UNCDF

Tous droits réservés

Photo de couverture : ©UNICEF UNI48440/Asselin

Les points de vue exprimés dans ce rapport sont ceux de leurs auteurs et non pas nécessairement ceux de l'ONU, du UNCDF ou des Etats Membres

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures	4
Liste des tableaux	4
Définitions, abréviations, et acronymes	5
Remerciements	8
Sommaire Exécutif	9
Contexte	9
Apprentissages clefs	9
Introduction et contexte historique	12
Méthodologie	13
Chapitre 1 : Défis et opportunités économiques pour les jeunes	15
Section 1 – Aperçu général de la conjoncture économique et défi de l'emploi des jeunes	16
Section 2 – Aperçu général du paysage des politiques à l'endroit des jeunes	19
Section 3 – Aperçu général de l'offre et de la demande de services financiers	22
Section 4 – Evaluation de l'offre et de la demande de main-d'œuvre	25
Section 5 – Opportunités à fort potentiel pour les jeunes	35
I. Opportunités dans les chaînes de valeur agricoles	35
II. Opportunités dans l'artisanat	37
III. Opportunités dans le tourisme	37
IV. Opportunités dans les TIC et le secteur de la distribution	40
Chapitre 2 : Aperçu général des interventions et leurs implications futures pour YouthStart Global	42
Section 1 - Aperçu général des initiatives sur l'emploi des jeunes et des principales insuffisances	43
Section 2 - Aperçu général de l'offre de services financiers et des principales insuffisances	49
Section 3 - Principales insuffisances des interventions actuelles relatives aux opportunités à fort potentiel	51
Conclusion et Perspectives	

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Méthodologie de l'étude	13
Figure 2: Cadre analytique	14
Figure 3: Evolution du PIB et contribution des différents secteurs à la croissance	17
Figure 4: Performance de l'économie béninoise par rapport à l'évolution du chômage	18
Figure 5: Les différents services bancaires et financiers au Bénin et le taux de bancarisation	23
Figure 6: Création d'emplois et auto-emploi : prévisions par secteur	25
Figure 7: Préparation des jeunes au marché de l'emploi	27
Figure 8: Taux de chômage des jeunes selon les niveaux de scolarité (en %)	30
Figure 9: Système éducatif et formation de base au Bénin	31
Figure 10: Principaux défis des jeunes dans l'entrepreneuriat (%)	33
Figure 11: Principaux sites touristiques du Bénin	38
Figure 12: Programmes d'emploi pour les jeunes au Bénin, en fonction de l'ampleur	43
Figure 13: Programmes d'emploi pour les jeunes au Bénin, par zone géographique	44
Figure 14: Couverture du programme par province	45
Figure 15: Programmes d'emploi pour les jeunes par zone géographique	48
Figure 16: Aperçu de l'offre et de la demande	49
Figure 17: Interventions contre opportunités pour les jeunes	51

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Opportunités entrepreneuriales dans la chaîne de valeur agricole	36
Tableau 2: Opportunités pour les jeunes dans le secteur de l'artisanat	37
Tableau 3: Opportunités d'emploi pour les jeunes dans le secteur du tourisme	39
Tableau 4: Opportunités d'auto-emploi pour les jeunes dans le secteur des TIC	41
Tableau 5: Opportunités, défis et interventions	53

DÉFINITIONS, ABRÉVIATIONS, ET ACRONYMES

La définition que le gouvernement béninois fait du terme «jeunes», définition du reste conforme à celle de la Charte de l'Union Africaine¹, s'applique à toutes les personnes âgées de 15 à 35 ans. Cependant, le programme UNCDF YouthStart Global (YSG) utilise celle des Nations Unies (ONU) qui concerne les personnes âgées de 15 à 24 ans. A chaque occasion propice, c'est la définition de l'ONU qui est d'usage. Dans certains cas, seules les informations ou données concernant la tranche d'âge de 15 à 35 ans étaient disponibles ; ainsi le gouvernement adoptait sa propre définition.

Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des PME définit le terme «PME» (Petites et Moyennes Entreprises) comme : des entreprises qui 1) ne sont pas des filiales d'une multinationale ; 2) qui ont entre 5 et 99 employés et ; 3) qui ont un capital compris entre 1 et 50 millions de FCFA.

Le taux de change du Franc CFA (XOF) par rapport au Dollar américain (USD) est le suivant :
1 Dollar US = 580 FCFA.

ABERME	Agence Béninoise d'Électrification Rurale et de Maîtrise d'Énergie
ABSU EC	Agence Béninoise du Service Universel des Communications Électroniques et de la Poste
AFD	Agence Française de Développement
AFREA	Programme d'accès aux énergies renouvelables en Afrique - Africa Renewable Energy and Access Program
AGENTIC	Agence de Gestion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
AGOA	African Growth and Opportunity Act - Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique
AGRA	Alliance for a Green Revolution in Africa - Alliance pour une révolution verte en Afrique
ANPE	Agence Nationale pour l'Emploi
BAA	Bureau d'Appui aux Artisans
BDS	Business Development Services - Services pour le Développement des Entreprises
BIT	Bureau International du Travail
BPC	Centre de promotion des entreprises
BTP	Bâtiment et Travaux Publics

¹ Union Africaine, 2006

CCIB	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CEJEDRAO	Compétences pour l'Emploi des Jeunes et le Développement Rural en Afrique de l'Ouest
CIFA	Centre Intercommunautaire de Formation Appliquée
CLCAM	Caisses Locales de Crédit Agricole Mutuel
CODEPA	Comité de Coordination pour le Développement et la Promotion de l'Artisanat Africain
CQM	Certificat de Qualification aux Métiers
CQP	Certificat de Qualification Professionnelle
CVD	Comités Villageois de Développement
DGFPCS	Direction Générale de la Formation Professionnelle Continue et des Stages
EFPT	Education et formation professionnelle et technique
EMICoV	Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages
ESMAP	Renewable Energy Resource Mapping Initiative - Initiative de cartographie des ressources, énergie renouvelable
ETVA	Enquête sur la Transition de l'école vers la Vie Active
FAAR	Financement des activités agricoles en milieu rural
FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture
FECECAM	Faîtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel du Bénin
FENAPIB	Fédération Nationale des Pisciculteurs du Bénin
FNM	Fonds National pour la Microfinance
FNPEEJ	Fonds National de Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi des Jeunes
FODEFCA	Fonds de Développement de la Formation Professionnelle Continue
GAP	Good agricultural practices – Bonnes pratiques agricoles
GSM	Global System for Mobile
IMF	Institution de Microfinance
INSAE	Institut National de la Statistique et d'Analyse Economique du Bénin
KO	Kiosk operator- Gestionnaire de Kiosque
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MAT	Ministère de l'Artisanat et du Tourisme
MCP	Microcrédit aux plus pauvres
MFPTA	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale

OSJ	Organisation au service des Jeunes
PASMIF	Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance
PASS	Program for Africa's Seeds Systems - Programme pour les systèmes semenciers en Afrique
PDAVV	Programme de Diversification Agricole par la Valorisation des Vallées
PEJ	Programme pour l'Emploi des Jeunes
PIB	Produit intérieur brut
PIS	Programme d'investissement Structurel
PJPME	Programme d'appui aux Jeunes et PME
PNB	Produit National Brut
PNOPPA	Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPEA	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Agricole
PSF	Prestataire de services financiers
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
SCRP	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SEEDPAG	Seed Producers Association of Ghana - Association des producteurs de Semences du Ghana
SIE	Système d'Information d'Électricité
SIG	Système d'information géographique
TI	Technologies de l'Information
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UAC	Université d'Abomey-Calavi
UE	Union européenne
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
URCLCAM	Unions Régionales des Caisses Locales de Crédit Agricole Mutuel
YSG	YouthStart Global



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été commandité par le programme YouthStart Global de UNCDF, auprès de Dalberg Global Development Advisors. Le rapport a vu la participation d'un grand nombre de parties prenantes qui évoluent dans l'environnement des opportunités économiques pour les jeunes au Bénin, qui ont partagé leurs points de vue et donné des conseils pour la préparation de ce document. Les auteurs tiennent à remercier les participants membres du gouvernement du Bénin qui leur ont accordé une interview, les organisations au service des jeunes, les entreprises du secteur privé, les membres de la communauté internationale des donateurs, les prestataires de services financiers, et les participants aux focus groupes des jeunes qui, avec générosité, se sont rendus disponibles pour cette étude. Les auteurs souhaiteraient également remercier Isabelle Legare, pour sa revue détaillée du rapport, et ses précieuses contributions aux sections sur les politiques d'emploi.

SOMMAIRE EXÉCUTIF

CONTEXTE

L'économie du Bénin a connu une croissance de 5% en moyenne par an de 2012 à 2015, et devrait rester sur cette lancée. Malgré cette croissance, la situation sociale est empreinte d'une pauvreté accrue, ce qui demeure un problème majeur avec 35,2% de la population qui vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2012², et 37% de jeunes dans des conditions difficiles.³ Les perspectives du pays sont marquées par la volonté du gouvernement de poursuivre son Programme d'Investissements Structurants (PIS) et sa Stratégie quinquennale de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRIP 2011-2015).

Dans le marché du travail, le sous-emploi reste un défi très important à relever. Depuis 2010, les opportunités de création d'emplois qu'offre l'économie n'ont cessé de diminuer et l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) ne s'est pas traduite par une augmentation des opportunités d'emploi. La jeunesse est la couche de la population la plus touchée par le chômage. En effet, selon une étude menée en 2013 par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) au Bénin, les résultats de l'Enquête sur la Transition de l'Ecole vers la Vie Active (ETVA) indiquent qu'en 2012 il y avait 78.973 jeunes sans emploi âgés entre 15 et 29 ans ; ce qui représente 9,1% de la main-d'œuvre.⁴ Une analyse du marché de l'emploi montre également que les jeunes hommes (15 à 35 ans) sont plus touchés par le chômage que les jeunes femmes (12,3% pour les jeunes hommes contre 6,5% pour les jeunes femmes).⁵

Au Bénin, il y a environ 30 institutions ou agences gouvernementales impliquées dans des programmes pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes. Les questions sur l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes sont relativement bien intégrées dans les politiques nationales à plus grande échelle. Dans l'ensemble, l'environnement des politiques au Bénin soutient plutôt bien les jeunes. Cependant, le manque de coordination entre toutes les institutions et agences qui œuvrent dans le secteur de l'emploi des jeunes et de l'entrepreneuriat est un réel défi. Le gouvernement béninois a essayé de répondre aux critiques en prenant quelques mesures visant à combler certaines insuffisances, telles que la réorganisation des responsabilités ministérielles relatives à l'emploi des jeunes et à l'entrepreneuriat.

APPRENTISSAGES CLEFS

Apprentissage 1 : Une analyse des obstacles à l'emploi des jeunes met en évidence la faiblesse de la capacité d'absorption de l'économie.

- Près de 60% des jeunes chômeurs indiquent que le manque d'emplois constitue un obstacle majeur à leur employabilité.⁶ En plus des conséquences de la faible création d'emplois, les jeunes chômeurs ne savent également pas où chercher du travail.

2 Perspectives économiques en Afrique, 2014

3 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-Saharienne, OIT, 2014

4 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes au Bénin, Enquête sur la Transition de l'Ecole vers la Vie Active (ETVA), OIT, 2013

5 Ibid.

6 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-Saharienne, INSAE, 2013

- Il y a une forte conviction chez les jeunes interrogés dans les discussions en focus groupes qu'«il faut impérativement connaître quelqu'un» pour obtenir un emploi.
- Un autre facteur contraignant, du point de vue de la jeunesse, est le manque d'expérience professionnelle préalable. La plupart des emplois qu'ils rencontrent requièrent au moins deux ans d'expérience professionnelle, alors qu'ils n'en disposent généralement pas.
- Ces défis sont encore aggravés par un système d'appui presque inexistant pour les jeunes chômeurs. Quatre-vingt-quinze pour cent (95%) des jeunes affirment n'avoir jamais reçu de conseils sur la recherche d'emploi.⁷

Apprentissage 2 : Le chômage a tendance à croître parallèlement au niveau d'éducation.

- Plus le niveau d'instruction des jeunes est élevé, plus il leur est difficile de trouver un emploi. Par exemple, en 2012, moins de 20% des jeunes, sans ou avec une éducation primaire, étaient au chômage, alors que le taux de chômage des jeunes ayant une formation de niveau secondaire avait atteint 38,2%.⁸
- Cette tendance peut expliquer le fait que les jeunes qui ont un niveau scolaire plus élevé sont plus sélectifs dans la recherche d'un emploi et/ou que les emplois qu'ils recherchent sont rares. D'autre part, les jeunes ayant un niveau scolaire limité sont plus susceptibles de se lancer tôt dans l'apprentissage informel du secteur artisanal.

Apprentissage 3 : L'accès au capital est un défi majeur et permanent qui limite la capacité des jeunes à réussir leurs premiers pas dans l'entrepreneuriat.

- Les jeunes (la classe d'âge des 15 - 35 ans) sont généralement considérés comme le segment de la population le plus vulnérable et sont mal servis en raison de leurs supposées immaturité et mauvaise préparation (c'est-à-dire le manque de formation en finance) pour l'entrepreneuriat.
- Cependant, les institutions financières reconnaissent également le potentiel que représente cette partie importante de la population et admettent que les jeunes ont besoin d'être soutenus afin de devenir un segment qui a des chances de réussir dans les affaires.

Apprentissage 4 : En termes d'opportunités économiques pour les jeunes :

- Le secteur touristique offre des opportunités d'emploi à fort potentiel (emplois dans l'hôtellerie). Selon l'OMC, en 2009, le tourisme a contribué pour 400 millions de dollars à l'économie du Bénin (5,6% du PIB).⁹ Les emplois dans le secteur ont augmenté de plus de 400% entre 1999 et 2009, avec des chiffres passant respectivement de 1,663 à 7,515. Au Bénin, les femmes occupent 72% des postes de direction dans l'industrie du tourisme.¹⁰
- Le secteur des TIC est en pleine croissance, avec de nombreuses opportunités pour les jeunes.

7 Ibid.

8 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes au Bénin, OIT, 2013

9 Données et indicateurs de base de l'OMT, 2010

10 Potentialités touristiques du Bénin et opportunités d'emploi, ANPE, 2013

Le nombre de boutiques d'informatique, de cybercafés et de magasins de téléphonie ne cessent d'augmenter dans les villes du Bénin. La plupart d'entre eux sont exploités par des jeunes. En effet, le dernier recensement des entreprises TIC a répertorié 223 cybercafés dans le pays, avec une forte concentration dans les zones urbaines. Un peu moins de 85% de ces cybercafés sont des entreprises informelles ; 20% des cybercafés sont détenus par des jeunes âgés de 20 - 29 ans.

- Le secteur de l'artisanat contribue à environ 7,5%¹¹ du PIB, se classant juste après l'agriculture et le commerce, compte tenu de son importance pour l'économie. Le secteur est caractérisé par la prédominance des unités de textile et de fabrication de vêtements. Les produits textiles, y compris les fils de coton et de tissus imprimés, représentent environ 80% des exportations du Bénin. Le secteur emploie environ 300.000 artisans et plus de 400.000 apprentis.
- La transformation à petite échelle et la valeur ajoutée ont été identifiées comme des opportunités à fort potentiel pour les jeunes, dans le secteur agricole. Ce secteur représente 34% du PIB de la production nationale. Il existe des possibilités inexploitées dans la production et l'exportation de produits dérivés de la noix de cajou, l'ananas, le beurre de karité, les fruits tropicaux, la noix de palme, le soja et les légumes.

Apprentissage 5 : Dans ces quatre secteurs prometteurs, les programmes existants ne prennent pas totalement en compte les différents éléments requis pour l'accès des jeunes à des opportunités significatives. Le programme YouthStart doit chercher à renforcer le lien entre l'inclusion financière et la création d'opportunités économiques pour les jeunes. En effet, les jeunes doivent aussi bien avoir accès à des services financiers appropriés et abordables qu'à la formation en entrepreneuriat, en accompagnement, et à l'apprentissage ainsi qu'à d'autres services non financiers adéquats qui puissent soutenir leur transition de l'école à la vie active en temps opportun, et leur permettre de sécuriser et de garder des emplois décents et/ou de démarrer et de soutenir le développement des entreprises. En outre, les organisations font de leur mieux pour réduire les inégalités de genre parmi les bénéficiaires de leurs services.

Globalement, il faut mettre en œuvre plus de programmes centrés sur la demande, en particulier en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes ; les programmes existants doivent être renforcés pour atteindre un plus grand nombre de jeunes. Par ailleurs, il faut aussi accroître les interventions dans les zones rurales pour soutenir les jeunes dans l'agriculture, en particulier dans les départements où la couverture est faible.

INTRODUCTION ET CONTEXTE HISTORIQUE

L'UNCDF (United Nations Capital Development Fund) a reçu un mandat financier unique au sein du système des Nations Unies et a prouvé son expérience et son expertise dans la finance inclusive et le financement du développement local, avec un accent particulier sur les pays les moins avancés. **En 2010, l'UNCDF, en partenariat avec la Fondation MasterCard, a lancé le programme YouthStart comme projet pilote au niveau régional**, afin de développer des secteurs financiers inclusifs pour les jeunes en Afrique sub-saharienne.

Au cours des cinq dernières années, le programme YouthStart a collaboré avec dix prestataires de services financiers dans huit pays, pour permettre à plus de 514.000 jeunes d'accéder à l'épargne, à 71.735 jeunes entrepreneurs de bénéficier de prêts, et à 502.600 jeunes de recevoir une formation en finance et d'autres services supplémentaires non financiers. A partir de ces différentes approches, l'UNCDF s'est rendu compte que l'inclusion financière pourrait permettre de relever le défi de l'emploi des jeunes à travers son projet pilote régional. Cependant, l'UNCDF a également constaté que pour qu'il y ait un impact plus important et plus durable sur la jeunesse, le programme YouthStart devrait chercher à renforcer le lien entre l'inclusion financière et la création d'opportunités économiques pour les jeunes. En effet, les jeunes doivent aussi bien avoir accès à des services financiers appropriés et abordables qu'à la formation en entrepreneuriat, à l'accompagnement, et à l'apprentissage, ainsi qu'à d'autres services non financiers adéquats qui puissent soutenir leur transition de l'école à la vie active en temps opportun, et leur permettre de sécuriser et de garder des emplois décents et/ou de démarrer et de développer leurs entreprises.

L'UNCDF vise à mettre à profit les leçons apprises et les bonnes pratiques du projet pilote régional pour son nouveau programme, YouthStart Global (YSG). YSG sera mis en œuvre en trois phases : 1) une phase initiale qui implique une analyse des opportunités économiques pour les jeunes dans 10 à 15 pays (dont les premiers seront : le Bénin, le Mozambique, le Rwanda et la Zambie) ; 2) une seconde phase qui consistera à sélectionner les bons partenaires avec qui collaborer dans chaque pays ; et 3) une troisième phase qui consistera à appuyer les partenaires sélectionnés dans le développement, l'expérimentation et l'extension de services adéquats, accessibles et abordables pour les jeunes.

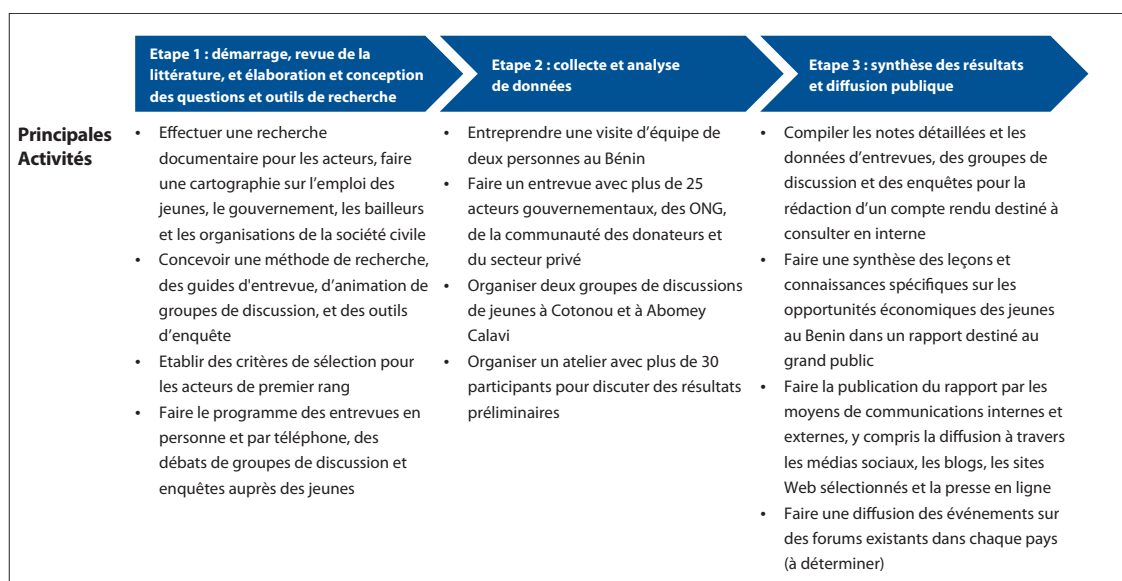
Ce rapport est essentiellement le fruit d'une évaluation mise en œuvre pendant plus de neuf semaines dans quatre pays cibles dont le Bénin, dans le cadre de la phase initiale de YSG. L'évaluation a été menée en trois étapes, tel que décrit dans la section ci-dessous sur la Méthodologie : 1) la revue de la littérature ainsi que l'élaboration et la conception des questions et outils de recherche ; 2) la collecte et l'analyse de données au cours d'une visite de deux semaines au Bénin ; et 3) la synthèse finale des résultats présentés dans ce rapport.

Ce rapport a pour but de reproduire une image complète de l'environnement des opportunités économiques des jeunes au Bénin en 1) donnant un aperçu sur le défi de l'emploi et de la demande de services financiers ; 2) présentant une analyse exhaustive de l'offre et de la demande d'emploi ; et en 3) identifiant les opportunités à fort potentiel pour les jeunes (chapitre 1). Il fournit également un aperçu et une cartographie de la zone d'intervention pour les jeunes et la fourniture de services financiers ainsi qu'une évaluation des principales insuffisances au niveau de chacune des opportunités à fort potentiel pour les jeunes (chapitre 2).

MÉTHODOLOGIE

La figure 1 présente la méthodologie pour l'évaluation des opportunités économiques pour les jeunes au Bénin, effectuée en trois étapes: 1) la revue de la littérature ainsi que l'élaboration et la conception des questions et outils de recherche ; 2) la collecte et l'analyse de données au cours d'une visite de deux semaines au Bénin ; et 3) la synthèse finale des résultats. Ce rapport est le fruit d'un certain nombre d'activités ; à savoir une recherche documentaire, des entrevues avec les différents acteurs, des discussions en focus groupes et des enquêtes ainsi qu'un atelier participatif avec les principaux acteurs.

Figure 1
Méthodologie de l'étude



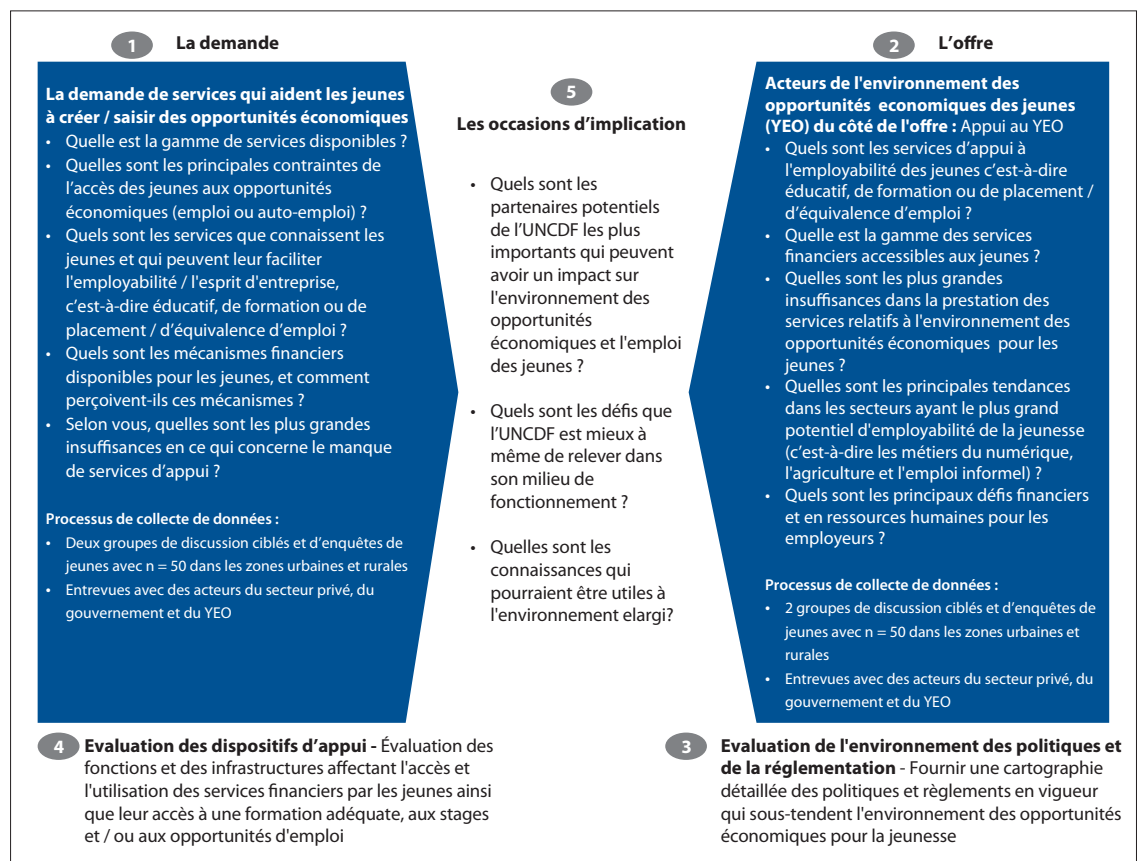
La méthode de recherche a été structurée en se basant sur cinq principaux éléments (Figure 2).

- **L'analyse, à partir de la demande**, qui a essayé de comprendre les principales préoccupations, défis et aspirations de la jeunesse concernant la saisie des opportunités économiques au Bénin. Les discussions en focus groupes et les enquêtes étaient le principal instrument de collecte de données pour l'analyse, complétées par la recherche secondaire et les entrevues avec les acteurs concernées
- **L'analyse, à partir de l'offre**, qui était centrée sur le soutien apporté aux jeunes pour la création d'opportunités économiques (par exemple, la formation professionnelle et technique, l'accès au financement, etc.).
 - Une évaluation de l'environnement à travers des entrevues avec des acteurs clés, y compris les acteurs gouvernementaux, les services œuvrant pour l'adéquation de la formation ou de l'emploi et les organisations au service des jeunes, ainsi qu'une analyse des insuffisances des opportunités de programmes en se basant sur les besoins identifiés par les jeunes et les parties prenantes.
 - Une analyse macroéconomique des secteurs les plus prometteurs. Les données quantitatives sur la croissance du secteur et sur l'emploi ont été utilisées pour d'abord identifier les secteurs qui présentent un plus grand potentiel pour la création d'opportunités économiques et/ou qui emploient d'importantes franges de la population jeune. Les données qualitatives ont été utilisées pour identifier

des opportunités particulières dans chaque secteur et qui soient attrayantes et accessibles aux jeunes.

- **Une évaluation de l'environnement des politiques et de la réglementation** à travers la recherche documentaire intégrant des documents de politique nationale et des rapports d'analyse sur les politiques extérieures ; et par des entrevues avec des organismes gouvernementaux et des intervenants externes.
- **Une évaluation des dispositifs d'appui** centrée sur l'accès et l'utilisation des services financiers de même que sur la formation, les stages et les opportunités d'emploi.
- **Les opportunités d'implication** qui visent à identifier l'ensemble des partenaires et des domaines où l'UNCDF YSG devrait s'engager afin de maximiser l'impact.

Figure 2
Cadre analytique



CHAPITRE 1 :

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES POUR LES JEUNES



SECTION 1 – APERÇU GÉNÉRAL DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DÉFI DE L'EMPLOI DES JEUNES

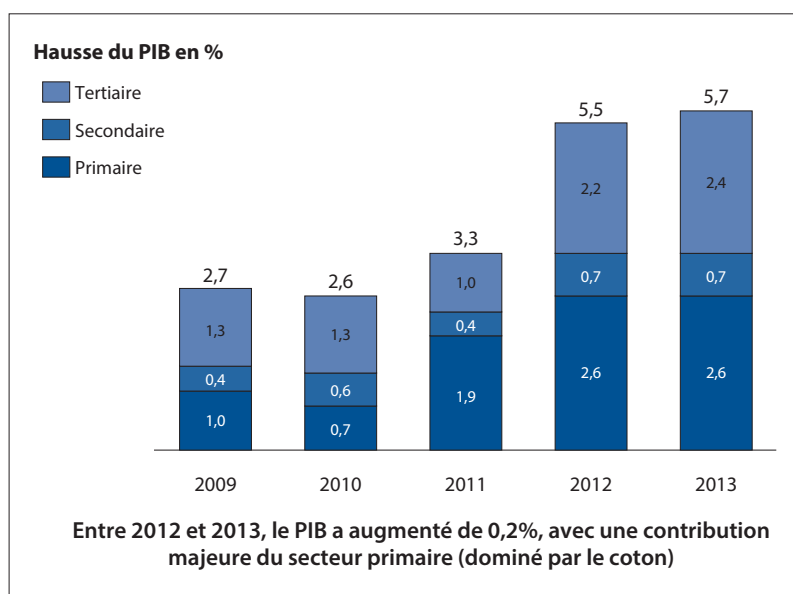
Au cours de ces dernières années, le Bénin a connu une croissance modérée. La croissance en 2014 a été estimée à 5,5%, et devrait atteindre 5,3% en 2015 et 6,0% en 2016, en fonction de l'évolution de l'environnement politique et social du pays.¹² Les élections législatives d'avril dernier et les prochaines élections présidentielles en 2016 ont jusqu'ici éclipsé les efforts à fournir pour établir un consensus politique sur les réformes nécessaires. Les perspectives du pays sont marquées par la volonté du gouvernement de poursuivre son Programme d'Investissements Structurants (PIS) et sa Stratégie quinquennale de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP 2011-2015). La SCRP s'articule autour de cinq axes : 1) l'accélération de la croissance durable et la transformation de l'économie, avec comme objectif de relever le taux de croissance à 7,5% à l'horizon 2015 ; 2) le développement des infrastructures ; 3) le renforcement du capital humain ; 4) la promotion de la bonne gouvernance ; et 5) le développement équilibré et durable.¹³

Le secteur agricole et celui des services ainsi qu'une industrie de la construction en pleine expansion ont stimulé la croissance économique du Bénin, au cours des dernières années (figure 3). En effet, les secteurs primaire et tertiaire représentent la majeure partie du PIB, avec respectivement 36% et 50% en 2014. Le secteur secondaire reste dominé par l'égrenage du coton et la transformation des produits agricoles à petite échelle. Le secteur tertiaire a bénéficié de l'augmentation du trafic portuaire. Les activités du port de Cotonou ont augmenté de plus de 10% en 2013.¹⁴ L'économie devrait croître de 5,3% en 2015, stimulée par l'expansion du secteur agricole, grâce aux mesures prises par le gouvernement pour renforcer la production de maïs, de riz, d'ananas et de noix de cajou à travers le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole.¹⁴

12 Perspectives économiques en Afrique, 2015

13 Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP 2011 – 2015)

Figure 3
Evolution du PIB et contribution des différents secteurs à la croissance



Source: Situation économique du Bénin, 2014, Banque mondiale

En dépit de l'amélioration des services sociaux de base, la situation sociale est encore marquée par la persistance de la pauvreté. Le Bénin a mis en œuvre une stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté de 2011 à 2015 qui vise à rendre la croissance plus forte et plus inclusive. Les principaux axes prioritaires mis en évidence dans la SCRP sont : l'eau et l'assainissement, l'agriculture, la jeunesse et les sports, la solidarité nationale, l'éducation, la microfinance et l'emploi.¹⁴ Malgré ces politiques, la pauvreté est toujours une préoccupation majeure au Bénin où 35,2% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2012.¹⁵

Soixante et onze pour cent de la population du Bénin de 15 à 64 ans travaillent ou cherchent activement un emploi.¹⁶ Ce taux est seulement de 8,2% pour les 15 - 19 ans et de 10,9% pour les 20 - 24 ans.¹⁷ L'agriculture est le secteur qui emploie le plus de personnes et mobilise 41,1% de la population active, suivi par le commerce et la logistique (23,4%), la culture et le tourisme (6,3%).¹⁸ L'Industrie et l'artisanat emploient 6,6% de la population active.¹⁹

14 Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2011 – 2015, Bénin, Gouvernement du Bénin, 2011

15 Perspectives économiques en Afrique, 2015

16 Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages, INSAE, 2011

17 Ibid.

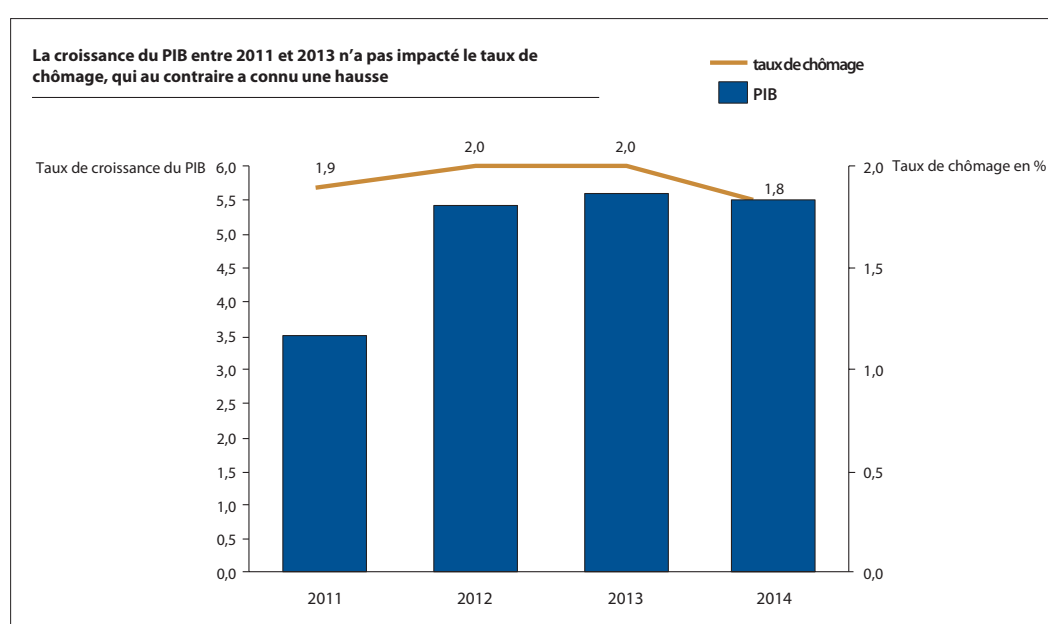
18 Ibid.

19 Ibid.

En dépit d'une croissance modérée, le sous-emploi reste un défi crucial. Depuis 2010, les opportunités de création d'emplois qu'offre l'économie n'ont cessé de diminuer. Comme l'illustre la Figure 4, l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) ne s'est pas traduite par une augmentation des opportunités d'emplois. La jeunesse est la frange de la population la plus exposée aux grands défis du chômage et du sous-emploi. En effet, selon une étude menée en 2013 par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) au Bénin, les résultats de l'ETVA indiquent qu'en 2012, il y avait 78.973 jeunes chômeurs âgés entre 15 et 29 ans, ce qui représente 9,1% de la main-d'œuvre.²⁰ Une analyse du marché de l'emploi montre également que les jeunes hommes (15 à 35 ans) sont plus touchés par le chômage que les jeunes femmes (12,3% pour les jeunes hommes contre 6,5% pour les jeunes femmes).²¹

Figure 4

Performance de l'économie béninoise par rapport à l'évolution du chômage



Sources : Situation économique du Bénin, 2014, Banque mondiale ; prévisions de l'OIT

20 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes au Bénin, Enquête sur la Transition de l'Ecole vers la Vie Active (ETVA), OIT, 2013

21 Ibid.

SECTION 2 – APERÇU GÉNÉRAL DU PAYSAGE DES POLITIQUES À L'ENDROIT DES JEUNES

Au Bénin, il y a environ 30 institutions ou agences gouvernementales impliquées dans des programmes pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes. Pourtant, le nombre de politiques axées sur les jeunes ou en rapport avec la jeunesse est très faible. Les questions sur l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes sont relativement bien intégrées dans les politiques nationales à plus grande échelle. Dans l'ensemble, l'environnement des politiques au Bénin soutient plutôt bien les jeunes. Les efforts du Bénin dans les secteurs de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes sont soutenus par les documents stratégiques suivants :

- **La Politique Nationale de la Jeunesse :** Conçue en 2001 par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, la politique nationale de la jeunesse prend en charge un certain nombre de questions qui touchent tous les aspects de la vie des jeunes, dont le sport, l'environnement et la communication. La participation économique et l'éducation font parties de ces questions. Cependant, bien que le document fait une bonne analyse de la situation des jeunes au Bénin et donne une série de principes admirables, il ne comporte pas assez d'éléments pratiques relatifs à l'emploi et à l'entrepreneuriat.
- **La Politique Nationale de Formation Professionnelle Continue et d'Apprentissage :** Adoptée en 1999, l'élément le plus important de cette politique a été la création du Fonds de Développement de la Formation Professionnelle Continue et de l'Apprentissage (FODEFCA). Sous l'autorité du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme administrative, le FODEFCA vise à renforcer la qualification de la main-d'œuvre du pays à travers une formation supérieure harmonisée et de qualité dans les secteurs privé et informel. Le FODEFCA, le Ministère de la Micro-finance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes et la Banque mondiale ont très récemment lancé un projet quinquennal intitulé : Projet Emploi des Jeunes (PEJ). Bien que piloté par le Ministère de la Micro-finance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes, deux des trois piliers de ce projet de 35 millions de dollars américains sont très attachés à l'enseignement technique et professionnel : à savoir la fourniture d'une prestation de formation de qualité supérieure dans les secteurs en croissance et le renforcement des capacités dans les micro-entreprises et pour l'auto-emploi.
- **Le Plan d'action National d'éducation pour tous :** Publié en 2003, la priorité de cette politique approfondie est «le développement de méthodes éducatives innovantes ayant pour cible les jeunes qui sont hors du système scolaire.» Compte tenu de cela, après l'enseignement primaire, l'enseignement technique et professionnel/universitaire a été identifié comme la deuxième priorité du gouvernement dans le domaine de l'Education.

Un ministère à part a été créé dans le but de s'occuper exclusivement de l'enseignement technique et professionnel. La responsabilité de l'intégration et de la «reconversion» des jeunes est désormais confiée à ce ministère. Concernant l'enseignement technique, le ministère semble avoir fait des progrès dans l'élaboration d'un système de formation technique et professionnelle et dans le soutien aux programmes de formation pertinents et adaptés dans des secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'hôtellerie, etc.

- **La Politique Nationale du secteur de la microfinance :** Publiée en 2007, la politique du secteur de la microfinance vise à promouvoir l'accès de la majorité des ménages pauvres, à faible revenu, et des micro-entrepreneurs du pays à des services financiers viables et durables. La politique couvre la période 2007 – 2015. L'objectif de développement est de favoriser l'accès durable d'une majorité de ménages pauvres ou à faibles revenus et de micro-entrepreneurs à une gamme variée de services financiers d'ici à 2025, sur l'ensemble du territoire, grâce à des SFD pérennes qui opèrent dans un secteur assaini et pleinement intégré au système financier. Pour réaliser cette vision, quatre (04) axes stratégiques ont été retenus. Il s'agit de :
 - assainissement du secteur de la microfinance
 - professionnalisation du secteur de la microfinance
 - promotion du financement de l'agriculture et des produits innovants
 - renforcement de l'accès des SFD aux ressources financières adaptées
- **La Politique nationale de l'emploi (PNE) :** Elaboré par l'ancien Ministère de la Microfinance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes en 2012, ce document décrit une série d'actions et d'initiatives axées sur l'objectif de générer, à l'horizon 2025, un emploi décent pour chaque Béninois en âge de travailler. Même si la politique n'identifie pas l'emploi des jeunes comme étant un secteur prioritaire, elle déclare qu'il fait partie d'un certain nombre de questions transversales qui recevront une attention particulière. En rapport avec cet emploi des jeunes, la politique décrit de façon succincte, le développement du secteur privé, la création d'une meilleure adéquation entre l'éducation/la formation et les besoins de main d'œuvre, et la promotion de l'auto-emploi comme les principales questions à aborder. Le Fonds National de Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi des Jeunes (FNPEEJ) fait partie des actions spécifiques aux jeunes et décrites dans la politique. Créé en 2007, le FNPEEJ vise à faciliter l'accès des jeunes diplômés au crédit pour démarrer une entreprise et la développer. Entre autres, le FNPEEJ fournit aux jeunes un prêt au taux d'intérêt de 6% grâce à un réseau d'institutions de microfinance. Des parties prenantes ont signalé que, pendant les quelques dernières années, le FNPEEJ a été confronté à certains problèmes de gouvernance, de capacités et de financement. Dans cette politique, Il est également fait mention de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE). Créée en 2003, le rôle principal de l'ANPE est de soutenir la PNE en faisant entre autres, la publication de divers indicateurs sur l'emploi, la mobilisation et la gestion des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre des programmes de la PNE, la création de synergies entre l'offre et la demande, le

soutien pour l'auto-emploi et la préparation à l'embauche, etc. L'ANPE est aussi un outil de collaboration avec le FNPEEJ pour les opportunités d'emploi des jeunes et pour le travail en milieu rural. L'ANPE offre aux demandeurs d'emploi un certain nombre de programmes tels que des programmes de stage, d'auto-emploi, et de renforcement des capacités techniques. En outre, il offre aux autorités locales un programme de formation pour une promotion au plan professionnel.

Il est indéniable que le défi de l'emploi des jeunes est une préoccupation majeure pour le gouvernement béninois. Cependant, les actions menées dans le passé n'ont pas réussi à démontrer qu'il existe une articulation forte entre la croissance nationale et la réussite dans l'emploi des jeunes. Une des raisons qui pourraient expliquer cette situation serait que plusieurs programmes gouvernementaux ont pour cible (par défaut ou à dessein) des jeunes avec un niveau éducatif plus élevé, alors que ces derniers ne représentent qu'une petite partie de la population juvénile du Bénin. Il y a aussi une question d'échelle créée en partie par l'insuffisance des ressources, en particulier pour les jeunes marginalisés et ceux des zones rurales. Plusieurs acteurs déplorent le manque de programmes solides qui ciblent les jeunes femmes.

Dans ce domaine, le gouvernement béninois a été très franc au sujet de ses insuffisances. Il a récemment essayé de répondre aux critiques en prenant quelques mesures visant à combler certaines insuffisances. Parmi les critiques, la plus sévère était le manque de coordination entre toutes les institutions et agences qui œuvrent dans le secteur de l'emploi des jeunes et de l'entrepreneuriat. Pour manifester de façon significative sa volonté d'atteindre des résultats plus élevés en matière d'emploi des jeunes, le gouvernement béninois a récemment effectué une réorganisation des responsabilités ministérielles relatives à l'emploi des jeunes et à l'entrepreneuriat. Conscient de la fragmentation des interventions et des lacunes dans le suivi-évaluation qui ont eu lieu dans le passé, le Ministère de la Micro-finance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes a été chargé de coordonner l'ensemble des actions gouvernementales liées à l'emploi des jeunes et à l'entrepreneuriat. Le fait que l'emploi et l'entrepreneuriat soient sous la responsabilité du même ministère sera probablement utile pour la coordination et la synergie d'actions.

Il est intéressant de noter que, lors de son lancement, la PNE a été largement critiquée pour n'avoir pas suffisamment mis l'accent sur l'entrepreneuriat, en particulier pour les jeunes et surtout les jeunes femmes. Depuis lors, le Ministère de la Microfinance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes a développé des initiatives et des partenariats pour aider à combler cette insuffisance. Un projet de création d'un centre de promotion des affaires, en collaboration avec le PNUD, en fait partie. Toutefois, un programme qui a précédé la présentation de la PNE soutenait - et soutient toujours - l'entrepreneuriat.

Intitulé Programme de Micro-crédits aux Plus Pauvres (MCP) et lancé en 2007, il provient du Fonds National de la Microfinance et est disponible à travers le pays. Alors que le nombre de jeunes atteints à travers ces programmes n'est pas suffisamment quantifié, plusieurs acteurs ont critiqué l'ampleur et la profondeur de la portée de ces programmes. La PNE admet également que, jusqu'à présent, le FNPEJ et l'ANPE n'ont pas produit de résultats suffisants, en raison du manque de financement (qui provient essentiellement du budget national).

SECTION 3 – APERÇU GÉNÉRAL DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE SERVICES FINANCIERS

Comparée à celles d'autres pays d'Afrique sub-saharienne, l'inclusion financière au Bénin est encore faible. Il y a seulement 16% de béninois qui ont accès à un compte financier, tandis qu'au Ghana, par exemple, le taux est de 35%.²² Le taux d'inclusion financière globale au Bénin est de 20%, avec 7% qui reviennent aux banques commerciales.²³ Les jeunes qui vivent en milieu rural ont d'énormes difficultés pour accéder aux produits financiers. Ces jeunes sont difficiles à atteindre, en raison des faibles revenus et du bas niveau scolaire, et dans certains cas, de l'éloignement géographique. Dans l'ensemble, près de la moitié des jeunes est susceptible d'avoir un compte dans une institution financière (8,4% pour les jeunes âgés entre 15 - 24 ans) comparée à la population globale (16%).²⁴

Le manque d'accès à des produits et services financiers entrave l'accès des jeunes aux opportunités économiques, leurs capacités à renforcer leurs compétences, et le développement de leurs capacités personnelles et techniques pour lancer et gérer des entreprises. Pour les jeunes capables d'accéder aux services financiers, les produits sont rarement favorables au développement de leurs activités. Par exemple, les produits financiers se caractérisent par une prédominance des prêts à court terme (moins de 6 mois). Ces derniers représentent 91% des prêts consentis.²⁵ Ces dispositions ne sont pas adaptées pour les jeunes entrepreneurs qui ont besoin de périodes de remboursement supérieures à un an. Les discussions en focus groupes révèlent que les jeunes ne considèrent actuellement pas les institutions financières comme une option à leur portée pour soutenir leurs projets. Au lieu de cela, ils considèrent les ressources des parents et celles de la famille comme les seules sources de financement disponibles.

En outre, l'un des principaux défis qui bloquent le développement de l'entrepreneuriat féminin est le faible niveau d'inclusion financière. Les femmes travaillent surtout dans l'agriculture (37,3%) et les services (44,4%) ; principalement dans le secteur informel,²⁶ et sont rarement propriétaires d'actifs tangibles qui peuvent faire l'objet d'un nantissement. En effet, très peu de femmes rurales au Bénin

22 Base de données Inclusion financière mondiale (Global Findex), Banque mondiale, 2012

23 Services financiers Numériques au Bénin – Profil du pays, United Nations Capital Development Fund (UNCDF), 2014

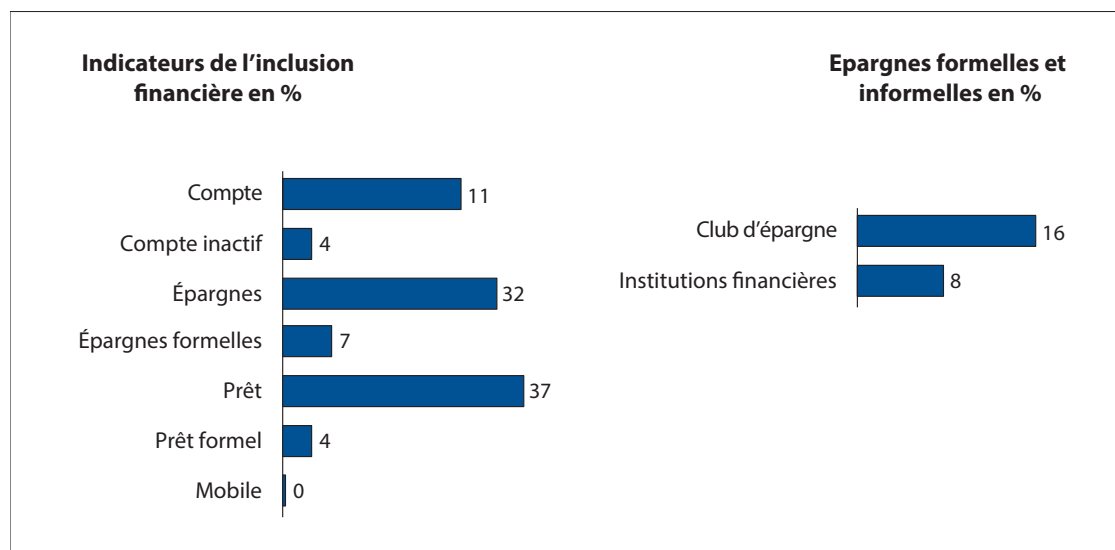
24 Base de données Inclusion financière mondiale (Global Findex), Banque mondiale, 2012

25 Diagnostic approfondi du secteur de la microfinance au Bénin, INSAE, 2013

26 Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages, INSAE, 2011

(11%) détiennent des terres agricoles,²⁷ alors que les institutions financières reconnues exigent généralement des titres fonciers comme garanties. En outre, il y a seulement 13% de femmes qui ont un compte bancaire. Comme alternative, elles participent à des tontines (associations d'épargne et de crédit tournant), qui souvent - en raison de la capacité d'épargne limitée de l'ensemble des membres et de leur caractère informel- ne leur permettent pas de lever des fonds importants en vue de démarrer une affaire conséquente.

Figure 5 : **Les différents services bancaires et financiers au Bénin et le taux de bancarisation (% de la population)**



Source : Base de données Inclusion financière mondiale (Global Findex), Banque mondiale, 2012

Une prolifération de structures de collecte illicite d'épargne entrave le développement du secteur de la microfinance. La microfinance est en forte croissance et offre de plus en plus une variété de produits. Cependant, le secteur informel s'est parallèlement développé et se caractérise par des taux de défaut élevés. En effet, en 2011, une étude a identifié 1.021 points de service appartenant à 721 établissements et a constaté que 16% de ces points de service fonctionnent sans aucune autorisation.²⁸ Pour faire face à ces défis, le gouvernement béninois a entrepris, en collaboration avec des partenaires financiers et techniques, de mettre en place des mesures et de prendre des initiatives qui visent à renforcer le système. Dans le cadre des mesures d'assainissement, le Comité de stabilité financière et d'assainissement du secteur de la microfinance a été créé et la stratégie d'assainissement du secteur a été élaborée.

Le Bénin compte aussi le consortium ALAFIA qui cherche à être un réseau d'institutions de microfinance fort qui contribuent à la réduction de la pauvreté, à travers un développement plus efficace, efficient et durable des micro-entreprises.

27 Droit et genre - Les droits des femmes dans le secteur de l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2002

28 Diagnostic approfondi du secteur de la microfinance au Bénin, INSAE, 2013

Le consortium ALAFIA a été créé le 10 mars 2000. Son rôle est de soutenir les institutions de microfinance et de promouvoir leur professionnalisme et leur croissance. Ses domaines d'intervention sont:

- Le renforcement des capacités de ses membres pour l'offre de services financiers adaptés ;
- Les actions de plaidoyer pour l'amélioration de l'environnement juridique, économique et politique dans lequel ses membres évoluent.

Parmi les principales réalisations du consortium il y a :

- la mise en place d'une plateforme nationale d'échange d'informations sur les clients des IMF. Cette plateforme, décentralisée et accessible jusque dans les zones reculées, a été développée avec l'aide de l'initiative américaine du Millennium Challenge Account au Bénin ;
- la formation de plus de 5000 agents d'institutions de microfinance - parmi lesquels, des directeurs de structures nationales et internationales ainsi que des agents - dans les domaines de la bonne gouvernance, la transparence financière, et le développement de produits innovants adaptés aux besoins des clients ;
- L'établissement d'un système de notation afin de promouvoir les meilleures pratiques au sein des institutions de microfinance.

Source : site internet de ALAFIA

ALAFIA collabore étroitement avec le Ministère de l'Economie et des Finances et celui de la Microfinance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes. Ce partenariat aidera probablement les fournisseurs de services financiers à créer un réseau cohésif et inclusif pour les jeunes. Avec leur nombre important et la restructuration en cours, les IMF continuent d'être des acteurs importants de l'inclusion financière au Bénin.

S'ils sont mis à l'échelle, les produits et solutions financiers nouveaux et innovants tels que les services financiers numériques pourront créer un grand impact. Il existe actuellement trois fournisseurs de services de paiement mobile au Bénin, pour atteindre près de 500.000 utilisateurs dont environ 10% sont actifs.²⁹ Etisalat et ASMAB ont tous les deux lancé leurs services en fin 2013 et développent des services et partenariats pour élargir leurs portefeuilles clients.³⁰ ASMAB est la première institution de microfinance dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA) qui a été autorisée à émettre de la monnaie électronique. La Société de télécommunications, MTN, offre un produit d'assurance mobile pour les conducteurs de motos-taxis.³⁰

29 Benin's Expansion of Digital Finance, Consultative Group to Assist the Poor (CGAP), Janvier 2015

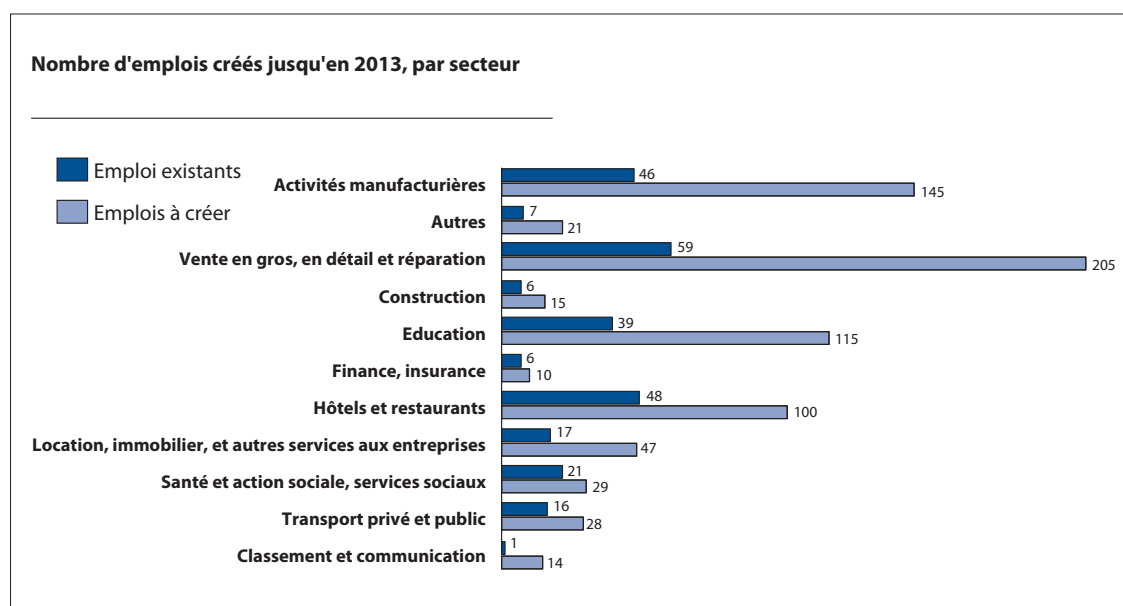
30 Ibid.

SECTION 4 – EVALUATION DE L’OFFRE ET DE LA DEMANDE DE MAIN-D’ŒUVRE

LA DEMANDE DE MAIN-D’ŒUVRE

Chaque année, ce sont environ 75.000 demandeurs d’un premier emploi qui arrivent sur le marché du travail ; l’économie est actuellement incapable de les absorber.³¹ Environ 2.000 emplois devraient être créés dans les deux prochaines années par le secteur privé formel béninois, comme l’illustre la Figure 6. En raison de cette rareté de l’emploi, les jeunes travailleurs béninois sont pour la plupart des travailleurs indépendants (51,7%) ou des travailleurs familiaux (21,4%).³² Les femmes sont plus susceptibles d’être des travailleurs familiaux que les hommes, et moins susceptibles d’être des employés. Les travailleurs qualifiés de l’artisanat et de l’industrie représentent 15,3% des jeunes, tandis que les jeunes impliqués dans des activités intellectuelles et scientifiques représentent seulement 3% ; très peu de jeunes sont directeurs d’entreprise (1,0%), cadres (2,3%), ou employés qualifiés (6,4%).³³

Figure 6
Création d’emplois et auto-emploi : prévisions par secteur



Source : Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-Saharienne, OIT, 2013

31 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-Saharienne, OIT, 2014

32 Ibid.

33 Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages, EMICoV, 2 Edition, INSAE, 2011

La transition des jeunes de l'école à la vie active est lente et difficile. En effet, 42,7% de jeunes chômeurs restent plus d'une année sur le marché de l'emploi, à la recherche de leur premier emploi. Ce taux est de 50% pour les jeunes femmes ; c'est-à-dire une femme sur deux reste sans emploi pendant plus d'une année.³⁴

Une analyse des obstacles à l'emploi des jeunes met en évidence la faiblesse de la capacité d'absorption de l'économie. Près de 60% des jeunes chômeurs indiquent que le manque d'emplois constitue un obstacle majeur à leur employabilité.³⁵ En plus des conséquences de la faible création d'emplois, les jeunes chômeurs ne savent également pas où chercher du travail. Il y a une forte conviction chez les jeunes interrogés dans les discussions en focus groupes qu'«il faut impérativement connaître quelqu'un» pour obtenir un emploi. Un autre facteur contraignant, du point de vue de la jeunesse, est le manque d'expérience professionnelle préalable. La plupart des emplois qu'ils rencontrent requièrent au moins deux ans d'expérience professionnelle, alors qu'ils n'en disposent généralement pas. Ces défis sont encore aggravés par un système d'appui presque inexistant pour les jeunes chômeurs. Quatre-vingt-quinze pour cent (95%) des jeunes affirment n'avoir jamais reçu de conseils sur la recherche d'emploi.³⁶

Un autre constat est que le chômage a tendance à croître parallèlement au niveau d'éducation. Plus le niveau d'instruction des jeunes est élevé, plus ils leur est difficile de trouver un emploi. Par exemple, en 2012, moins de 20% des jeunes, sans ou avec une éducation primaire, étaient au chômage, alors que le taux de chômage des jeunes ayant une formation de niveau secondaire avait atteint 38,2%.³⁷ Cette tendance peut expliquer le fait que les jeunes qui ont un niveau scolaire plus élevé sont plus sélectifs dans la recherche d'un emploi et/ou que les emplois qu'ils recherchent sont rares. D'autre part, les jeunes ayant un niveau scolaire limité sont plus susceptibles de se lancer tôt dans l'apprentissage informel du secteur artisanal.

L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE

En plus de la faible capacité d'absorption du marché de l'emploi, les opportunités d'emploi actuelles sont précaires. En effet, il y a seulement 35% de jeunes travailleurs salariés qui sont employés sur la base d'un contrat écrit, tandis que 65% sont embauchés sur la base d'un accord verbal.³⁸ En outre, il y a seulement 36% de jeunes qui ont des emplois qui correspondent à leurs qualifications.³⁹

Les jeunes qui n'ont pas atteint un niveau d'enseignement supérieur sont découragés et mal préparés pour saisir les opportunités limitées sur le marché du travail (Figure 7). De manière plus explicite, les compétences techniques ne répondent souvent pas aux besoins du marché et les jeunes manquent d'un certain nombre de compétences non techniques comme la communication, la gestion des conflits, ou les règles d'éthique.

34 Ibid.

35 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-Saharienne, INSAE, 2013

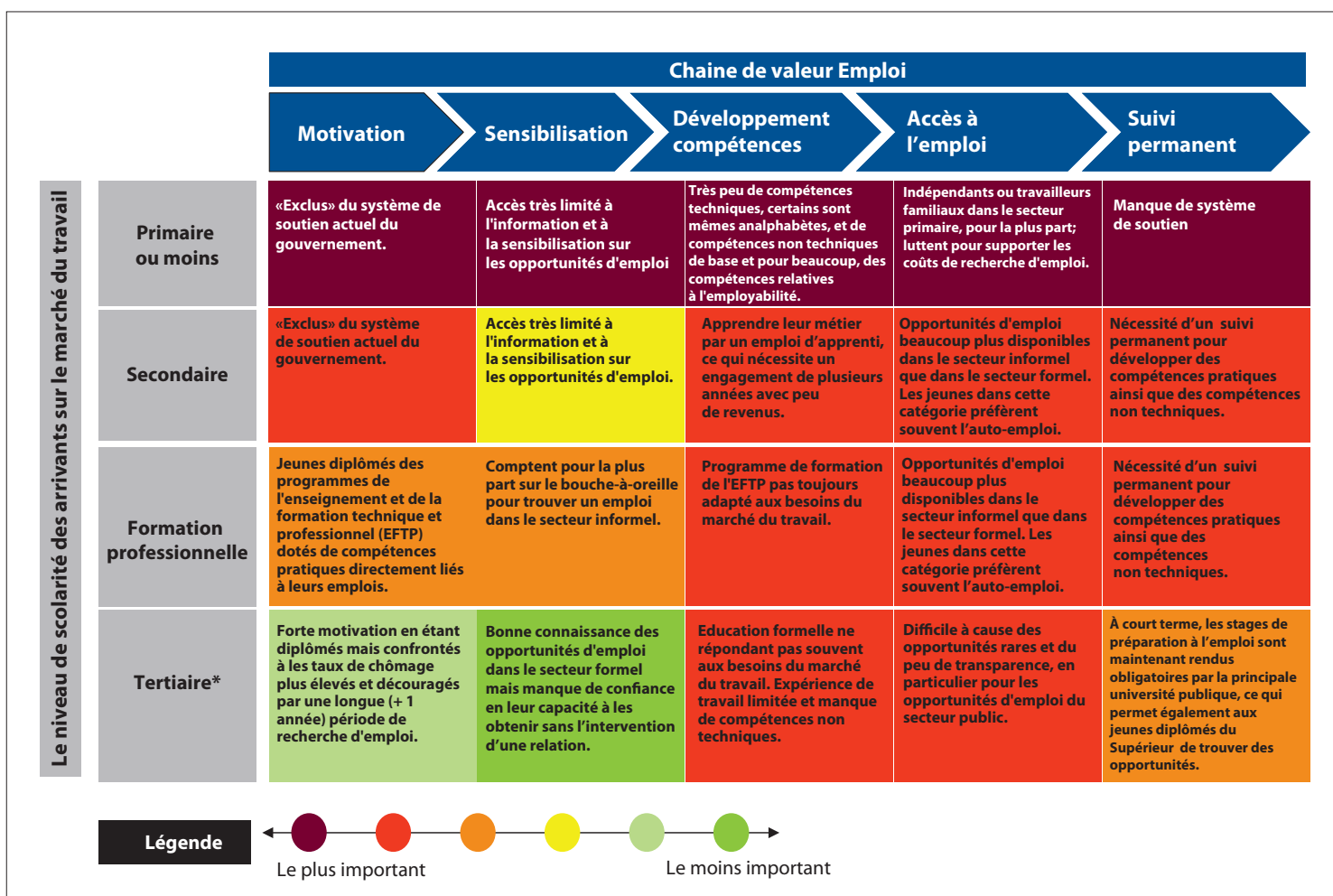
36 Ibid.

37 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes au Bénin, OIT, 2013

38 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-Saharienne, OIT, 2014

39 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes au Bénin, OIT, 2013

Figure 7
Préparation des jeunes au marché de l'emploi



Source : Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-Saharienne, OIT, 2009 ; analyse de Dalberg

*NB: Le terme Tertiaire renvoie à la combinaison de la formation professionnelle post-secondaire, universitaire et post-universitaire

LA MOTIVATION ET LA SENSIBILISATION

La sensibilisation des jeunes sur les initiatives du gouvernement et des partenaires au développement est faible. Les jeunes qui vivent dans les zones rurales et urbaines et qui ont peu ou pas d'instruction ne sont pas suffisamment mis au courant des programmes et initiatives d'emploi des jeunes menées par le gouvernement.⁴⁰ Cela peut être dû aux causes suivantes :

40 Voir notes sur les focus groupes du Bénin

La portée des initiatives du gouvernement est limitée. Les principaux outils du gouvernement (ANPE, FNPEEJ et Centres de promotion économique) sont pour la plupart accessibles aux et conçus pour les jeunes ayant un niveau d'enseignement supérieur. Les jeunes analphabètes ou ceux qui ont un niveau d'instruction primaire ont moins de chances de profiter de ces services (par exemple, le soutien pour concevoir un business plan) qui sont conçus pour les jeunes avec un niveau supérieur.

Les moyens de communication utilisés ne sont pas appropriés. Peu de jeunes interrogés lors des discussions en focus groupes étaient au courant des structures prévues pour soutenir l'emploi des jeunes ; ce qui laisse entendre qu'il y a un défi de communication et de diffusion à relever pour les initiatives actuelles du gouvernement. Tous les communiqués officiels ont tendance à être diffusés par le biais de supports de communication (journaux, télévision, etc.) ; lesquels sont, encore une fois, accessibles pour la plupart du temps aux jeunes ayant reçu un enseignement plus élevé. Ce qui ressort des discussions en focus groupes indique que ces supports ne sont pas les plus appropriés pour diffuser des informations aux jeunes. Les meilleurs moyens de communication pour transmettre les informations aux jeunes devraient les impliquer, en s'appuyant sur leurs associations/ organisations de base.

Les jeunes ne disposent pas d'informations sur les secteurs à fort potentiel. Les jeunes ne sont pas suffisamment informés sur les secteurs les plus prometteurs en termes d'opportunités économiques, de création d'emplois ou sur les idées génératrices de revenus. Dans les discussions en groupe de réflexion, lorsqu'il leur est demandé le type de travail qu'ils voulaient faire, les jeunes pour la plupart, ont répété la même liste de métiers, de formations et de projets d'entrepreneuriat ; par exemple la coiffure ou la couture pour les femmes, la mécanique ou l'agro-industrie pour les hommes.

La recherche d'emploi répétée sans résultat conduit souvent au découragement chez les jeunes béninois. Le pourcentage de jeunes découragés parmi la population totale de jeunes économiquement actifs, y compris les chômeurs, dépasse les 15%.⁴¹ Le découragement est encore aggravé par les périodes de chômage plus longues. Quarante-trois pour cent (43%) des jeunes de la tranche d'âge 15 - 29 ans passent plus d'un an à la recherche d'emploi.⁴²

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Le manque de compétences est un obstacle majeur à l'emploi des jeunes. Les jeunes défavorisés n'ont pas les compétences requises pour intégrer le marché du travail et trouver un emploi durable. Les discussions en groupes de réflexion ont révélé que la plupart des jeunes défavorisés sont ceux qui

41 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes au Bénin, OIT, 2013

42 Ibid.

ont quitté l'école et qui n'ont ainsi pas pu terminer une formation régulière qui pourrait développer l'ensemble de leurs compétences et leur fournir les références requises (par exemple : diplômes, certificats) qui pourraient faciliter leur insertion. De façon générale, l'accès à la formation régulière et professionnelle est encore très limité. Les jeunes manquent souvent de niveau d'instruction de base, de compétences, de soutien et de ressources financières pour leur permettre d'accéder à cette formation.

Une réforme visant à redresser l'enseignement technique et la formation professionnelle a été entreprise en 2011. En raison de l'amélioration de l'efficacité des programmes de formation, cette réforme cherchait à établir une meilleure adéquation entre les qualifications professionnelles obtenues à travers ces programmes et les besoins du marché en général. Cette réforme a été soutenue à la fois par un plan d'action 2011-2016 et la création du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP).⁴³

En 2012, une évaluation à mi-parcours du Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Éducation (PDDSE) a soulevé certaines questions relatives à la mise en œuvre de ce plan. La plus importante d'entre elles fut le taux élevé de sous-emploi et de chômage parmi les jeunes diplômés, résultant de la mauvaise qualité de la formation professionnelle dans les centres techniques. La détérioration de la qualité de la formation professionnelle est liée à de mauvaises conditions d'enseignement et d'apprentissage (par exemple, un état de délabrement et un manque d'outils, d'équipements et d'infrastructures), la faiblesse du soutien et des méthodes pédagogiques qui n'intègrent pas les TIC et les professionnels qualifiés.⁴⁴

Les qualifications et les compétences insuffisantes acquises dans les écoles et universités de formation professionnelle constituent un véritable défi. Au cours des discussions en groupes de réflexion à Abomey-Calavi, le manque de formation pratique et d'ouverture au monde de l'entreprise - ce qui pourrait rendre leur insertion plus facile - a été identifié par les jeunes comme étant l'un des principaux obstacles à leur emploi. Pour résoudre ce problème, l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) a récemment lancé un programme de volontariat pour les jeunes afin de faciliter la transition des étudiants de l'université vers l'entreprise. Avec cette initiative, les jeunes diplômés de la licence sont tenus d'effectuer un stage d'un an, avant l'inscription au programme de Master. Le stage peut également être effectué au centre d'incubation de démarrage développé par UAC, dans le cadre du programme.⁴⁵

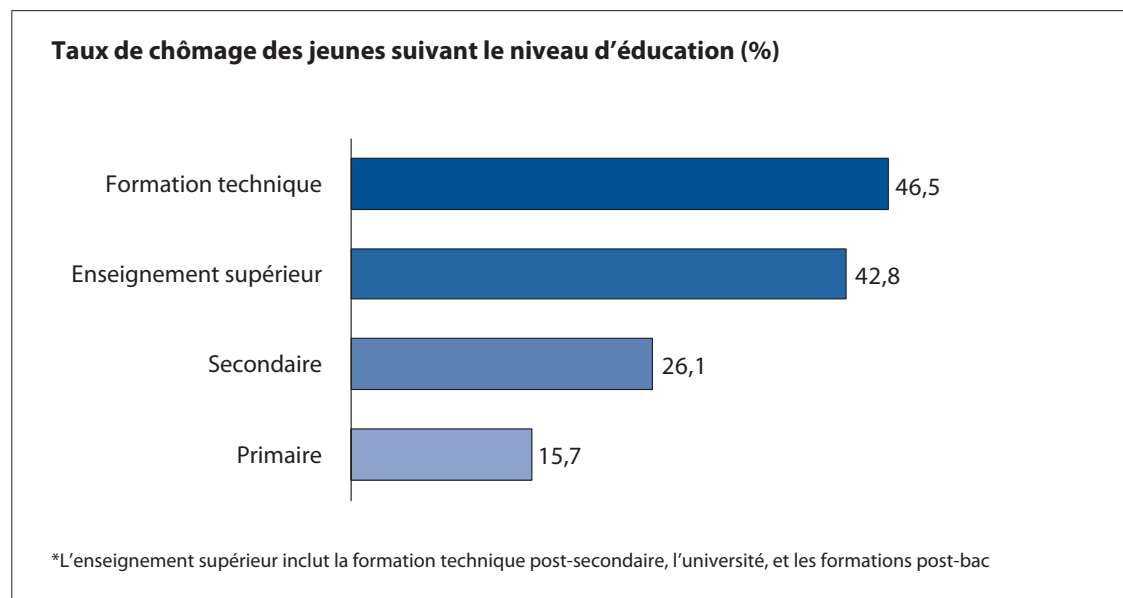
43 Evaluation à mi-parcours du Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Éducation au Bénin (PDDSE 2006-2015), DANIDA, AFD, 2012

44 Evaluation à mi-parcours du Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Éducation au Bénin (PDDSE 2006-2015), DANIDA, AFD, 2012

45 Notes d'entrevue de Dalberg

Figure 8

Taux de chômage des jeunes selon les niveaux de scolarité (en %)



Source : Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-Saharienne, OIT, 2014 ; SWTSS, 2012–13

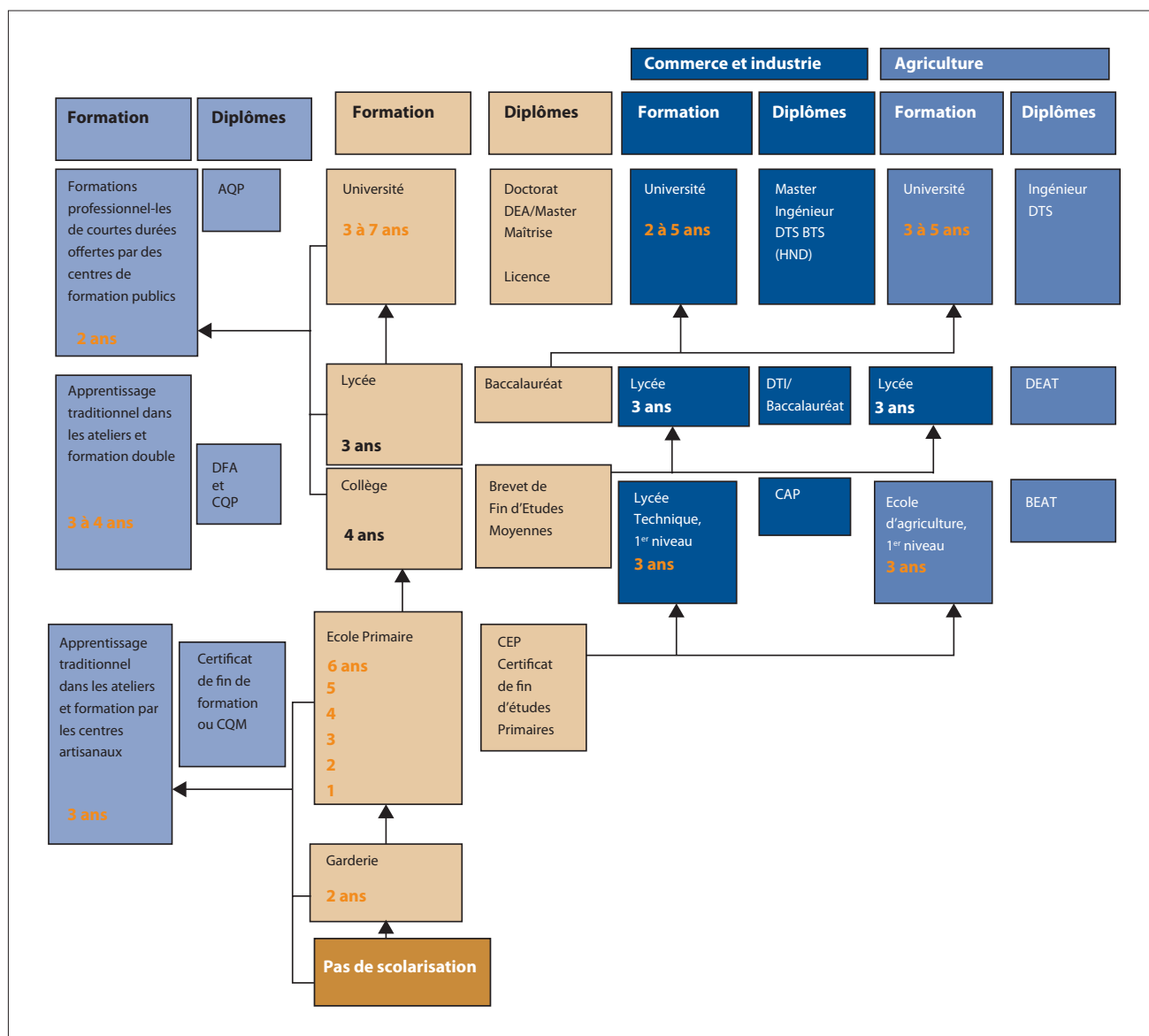
Le système éducatif du Bénin offre une diversité d'options (Figure 9), même si la formation professionnelle et technique ne répond pas toujours aux besoins du marché. L'accès des jeunes au secteur de l'artisanat et aux autres secteurs à fort potentiel d'emploi et d'entrepreneuriat comme le tourisme, l'agriculture ou les TIC est subordonnée à la formation professionnelle. Le FODEFCA, le fonds en charge de la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur la formation professionnelle, a réalisé un diagnostic pour analyser les opportunités du secteur de l'industrie. Les résultats indiquent qu'il y a un besoin important de main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs industriels et touristiques. Actuellement, le FODEFCA développe un programme qui vise à renforcer les capacités des jeunes demandeurs d'emploi pour les faire correspondre à la demande des entreprises du secteur privé qui cherchent des travailleurs qualifiés.

Aperçu sur le FODEFCA

Le FODEFCA est un fonds mis en place par le gouvernement du Bénin en février 1999, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale sur la formation professionnelle. Il sert de moyen de financement utilisé par le gouvernement pour promouvoir la formation professionnelle et améliorer sa qualité et sa pertinence.

Source : Swiss Contact Benin

Figure 9
Système éducatif et formation de base au Bénin



Source : Benin Youth Assessment, Education Development Center (EDC)/ Educational Quality Improvement Program 3 (EQUIP3), 2011

Le manque de compétences non techniques et le manque d'initiatives sont également d'importants obstacles à l'emploi des jeunes. Au-delà des compétences techniques, les organisations de jeunesse et les agences gouvernementales soulignent la nécessité d'inclure les compétences non techniques et la formation à l'entrepreneuriat dans le cursus scolaire. Actuellement, les jeunes n'ont pas d'aptitudes communicationnelles et ont du mal à «se vendre» aux employeurs. En plus de l'expérience de travail et le niveau d'étude, les recruteurs sélectionnent également les jeunes sur la base de leurs compétences relatives à l'employabilité et sur l'apparence. En effet, 17% des recruteurs se basent sur les compétences, 15% les attentes et 3% se fient à l'apparence, tandis que 23% tiennent en compte l'éducation.⁴⁶ De même, sur le plan de l'entrepreneuriat, les jeunes ont souvent de bonnes idées pour des projets mais n'ont pas de la motivation ni les compétences non techniques pour les mener à bonne fin.

ACCÈS À L'EMPLOI

Le manque d'informations sur les opportunités d'emploi demeure une contrainte majeure et constitue un frein à une prise de décision efficace et efficiente en faveur des jeunes. Pour recruter une main-d'œuvre pour les emplois techniques et les professions élémentaires, 53% des offres d'emploi sont faites à travers des relations familiales, et seules les 14% sont publiées. Cela implique que les jeunes qui n'ont pas un réseau de relations solide sont sérieusement lésés.⁴⁷

Les jeunes ne manifestent plus d'intérêt pour les initiatives gouvernementales car elles sont difficiles à mettre en œuvre et à mener à terme. Un manque de transparence et une mauvaise gestion des programmes et initiatives menés par le gouvernement ont fini par décourager les jeunes qui ne veulent plus y participer. Par exemple, en 2012, un test de recrutement pour les différents organes de l'administration publique (à savoir les Impôts et Domaines, la Douane) a été annulé suite à des cas de fraude et de corruption.⁴⁸

Les obstacles à l'auto-emploi sont généralement liés au manque de ressources financières. Pour démarrer leur entreprise, la plupart des jeunes comptent sur leurs propres fonds ou sur des fonds provenant de leurs familles. Plus de 50%⁴⁵ des jeunes hommes confirment avoir utilisé leurs propres fonds contre moins de 40% pour les jeunes femmes.⁴⁹ Pour les jeunes femmes, les fonds proviennent souvent de la famille ou des amis pour la mise en œuvre des projets ; 30% d'entre elles ont confirmé avoir reçu un soutien financier de leur famille contre 16% pour les jeunes hommes.⁴⁵

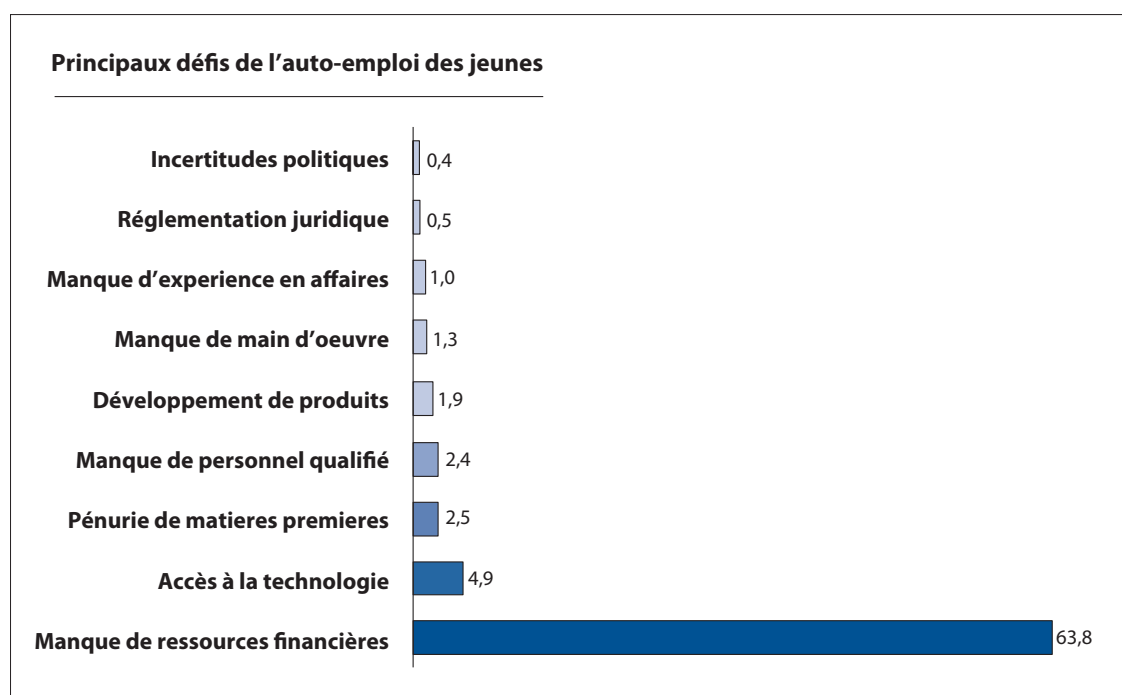
46 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes au Bénin, OIT, 2013

47 Ibid.

48 Voices of Youth's Website

49 Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages, EMICoV, 2 Edition, INSAE, 2011

Figure 10
Principaux défis des jeunes dans l'entrepreneuriat (%)



Source : Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-saharienne, OIT, 2014 ; SWTS, 2012–13

Les compétences techniques et l'alphabétisation sont les principaux facteurs qui empêchent les jeunes d'accéder à l'information dans les zones rurales. L'accès à l'information varie considérablement en fonction du lieu d'habitation des jeunes. Ceux qui vivent dans les zones urbaines ont davantage accès aux offres d'emploi grâce aux annonces dans les médias ou en ligne via les réseaux sociaux. Cependant, l'accès limité au téléphone, à l'internet, et l'absence d'électricité dans les zones rurales, limitent l'accès aux canaux d'information. Les niveaux d'instruction très faibles dans les zones rurales (80% des jeunes sans aucun niveau de formation direct dans les zones rurales)⁴⁵ constituent un obstacle à l'accès aux annonces dans les journaux ; les possibilités qui s'imposent sont la radio ou le bouche-à-oreille.

UN SUIVI PERMANENT

Le manque d'information est dû à la faiblesse des systèmes de suivi des projets et programmes.

Actuellement, aucun bureau ou agence n'a la capacité de centraliser les informations sur les initiatives existantes pour l'emploi des jeunes. Il n'y a pas de statistiques fiables disponibles concernant le nombre d'initiatives d'emploi des jeunes ainsi que leur localisation, il n'y en a pas non plus sur le nombre de jeunes sur le marché du travail, ou sur les opportunités offertes aux jeunes. Pour réduire ce déficit, le gouvernement béninois a chargé l'ANPE de suivre le marché du travail en créant un système d'information. Cet outil n'est pas encore opérationnel et la mise à jour du répertoire des secteurs porteurs de grandes opportunités pour les jeunes est une priorité urgente.

LA MISE EN RELATION

Il y a peu d'initiatives qui permettent de mettre les jeunes en contact avec de potentiels employeurs et partenaires d'affaires.

Il existe certaines agences, telles que l'ANPE, qui travaillent sur l'amélioration de l'accès à l'information sur le marché du travail et l'esprit d'entreprise en facilitant l'auto-emploi et l'accès au financement pour les jeunes ; par contre leur portée est très limitée. Le manque de coordination limite l'efficacité des programmes de mise en relation. Les missions et programmes des ministères et départements se chevauchent; le manque de coordination au niveau des interventions retarde l'exécution des programmes. Les jeunes chômeurs ne savent pas où chercher du travail. L'enquête ETVA 2012 révèle que 95% des jeunes n'ont jamais reçu de conseils sur la recherche d'emploi et comment s'informer sur les offres d'emploi.⁵⁰

« Il est nécessaire de mettre à jour la carte des opportunités pour les jeunes.

— Directeur de l'ANPE



Pour répondre à ces questions, l'ANPE organise mensuellement un événement qui s'intitule « Ça me dit Emploi, » une plateforme réunissant tous les acteurs et parties prenantes dans le monde de l'emploi des jeunes pour discuter des défis que rencontrent les jeunes sur le marché de l'emploi. Cette initiative a abouti à des résultats concrets, tels que la décision de l'Université d'Abomey-Calavi de lancer un programme de formation dans le tourisme et le secteur hôtelier, suite à une discussion à l'une de ces séances.

Par ailleurs, le gouvernement du Bénin a bénéficié de l'appui du PNUD pour la mise en place des Centres de promotion des entreprises ou Business Promotion Centres (BPC). Les BPC permettent aux jeunes entrepreneurs d'élaborer des business plans et les accompagnent jusqu'à ce qu'ils trouvent des opportunités. Malheureusement, les BPC ne couvrent pas l'ensemble du territoire; seulement quatre bureaux sont opérationnels et ne sont présents que dans les zones urbaines à Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, et Parakou.

Compte tenu des sérieuses contraintes liées à la demande du marché du travail, l'auto-emploi et l'entrepreneuriat seront les mécanismes qui permettront de créer plus d'opportunités pour les jeunes au Bénin.

⁵⁰ Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes au Bénin, OIT, 2013

SECTION 5 – OPPORTUNITÉS À FORT POTENTIEL POUR LES JEUNES

Malgré l'environnement difficile caractérisé par des opportunités d'emploi formelles limitées, les résultats de la recherche montrent que l'entrepreneuriat est un secteur porteur pour l'employabilité, avec l'entreprise artisanale, la transformation à petite échelle et la valeur ajoutée, de même que le commerce et les TIC comme secteurs d'intérêts potentiels pour les jeunes. Le tourisme est un secteur émergent au Bénin qui offre également des opportunités d'emploi pour les jeunes.

I. OPPORTUNITÉS DANS LES CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES

La transformation à petite échelle et la valeur ajoutée ont été identifiées comme des opportunités à fort potentiel pour les jeunes, dans le secteur agricole. Ce secteur représente 34% du PIB de la production nationale - la production agricole est prédominante et contribue en moyenne pour 24%, tandis que la production animale et la pêche représentent respectivement environ 6% et 4%.⁵¹ Il y a de l'espace pour que le secteur agricole puisse se développer : onze millions d'hectares de terres sont disponibles au Bénin, dont 60% environ sont propices à l'agriculture.⁵² En outre, il existe des possibilités inexploitées dans la production et l'exportation de produits dérivés de la noix de cajou, l'ananas, le beurre de karité, les fruits tropicaux, la noix de palme, le soja et les légumes. Cependant, il existe encore quelques contraintes :

- La répartition de la population béninoise disposant d'une parcelle de terrain indique que seulement 21% de ceux qui ont moins de 35 ans possèdent au moins une parcelle, alors que pour les personnes âgées de 35 à 59 ans, le taux avoisine 56%.⁵³
- Il existe plusieurs moyens d'acquérir des terres et ceux-ci peuvent varier selon que la personne est un homme ou une femme. En 2011, les méthodes les plus courantes pour l'acquisition de terres au Bénin étaient liées soit à l'achat soit à l'héritage. Le métayage, le crédit-bail, les dons et les prêts constituent aussi d'autres moyens d'acquisition de terres.⁵⁴
- Les réglementations législatives et judiciaires en matière de propriété n'imposent pas de restrictions relatives à l'âge ou au sexe des personnes qui souhaitent accéder à la terre. D'autre part, les contraintes socioculturelles, la situation économique, et un manque de volonté politique peuvent limiter l'accès à la terre.⁵⁵

51 Statistiques de l'INSAE, 2006

52 Statistique du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP), 2006

53 Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages, INSAE, 2011

54 Ibid

55 Etat de la gouvernance en Afrique de l'ouest : Bénin, Projet de suivi de la gouvernance en Afrique de l'Ouest, CODESRIA, OSIWA, 2011

En plus de la production agricole, l'élevage constitue aussi une opportunité économique attractive. La production de volaille fournit actuellement moins de 20%⁵⁶ des besoins du marché, tandis que la production d'œufs couvre à peine 10% de la demande locale. De ce fait, le Bénin est obligé d'importer des animaux vivants en provenance des pays voisins et de la viande congelée en provenance d'Europe. Ainsi, compte tenu des importations estimées à plus de 324 millions de dollars américains, la viande de volaille est l'un des principaux produits importés chaque année par le Bénin.⁵⁷ Cette forte demande indique qu'il existe de réelles possibilités de créer des fermes d'élevage et de produits laitiers qui peuvent offrir aux jeunes des moyens de subsistance viables.

Il existe aussi plusieurs opportunités de projets dans le secteur de l'aquaculture, étant donné que l'importation de poisson a connu une augmentation constante au cours des dix dernières années ; alors que les captures ont diminué d'environ 15% de 2003 à 2008.⁵⁸

Le tableau 1 résume les opportunités entrepreneuriales spécifiques dans le secteur agricole qui sont accessibles aux jeunes.

Tableau 1

Opportunités entrepreneuriales dans la chaîne de valeur agricole

Activités d'auto-emploi	Description	Pourquoi est-ce une opportunité pour les jeunes ?
Opportunité 1 : Transformation à petite échelle	Il existe d'énormes opportunités inexploitées dans la production et l'exportation de produits dérivés : de la noix de cajou de l'ananas du beurre de karité des fruits tropicaux des noix de palme	Grand intérêt pour les jeunes Au cours de nos entretiens, les jeunes ont manifesté beaucoup d'intérêt dans les activités liées à l'agro-industrie. Existence du marché local Les importations de produits agricoles représentaient 25% du total des importations du pays, évaluées à 620 millions de dollars en 2013. ¹ Les importations de confiture, de gelée, de marmelade et de jus d'ananas ont également augmenté ; ce qui indique qu'il existe un marché local pour ces produits. Des études indiquent un déficit de plus de 50.000 tonnes de viande de volaille. ²
Opportunité 2 : Elevage	L'indice de production animale comprend la viande, les œufs et la volaille	
Opportunité 3 : Aquaculture	La production de poisson	Barrières à l'entrée relativement faibles Les activités agricoles ne nécessitent pas de compétences hautement techniques. Les jeunes peuvent commencer à petite échelle et progressivement élargir leurs activités.

56 Agence Française de Développement

57 L'Observatoire de la complexité économique

58 L'Observatoire économique – Bénin

II. OPPORTUNITÉS DANS L'ARTISANAT

Le secteur de l'artisanat contribue à environ 7,5%⁵⁹ du PIB, se classant juste après l'agriculture et le commerce, compte tenu de son importance pour l'économie. Le secteur est caractérisé par la prédominance des unités de textile et de fabrication de vêtements. Les produits textiles, y compris les fils de coton et de tissus imprimés, représentent environ 80% des exportations du Bénin. Le secteur emploie environ 300.000 artisans et plus de 400.000 apprentis.

Le tableau 2 résume les opportunités d'emploi spécifiques accessibles aux jeunes dans le secteur de l'artisanat.

Tableau 2

Opportunités pour les jeunes dans le secteur de l'artisanat

Activités d'auto-emploi	Description	Pourquoi est-ce une opportunité pour les jeunes ?
Opportunité 1 : La couture	Ouverture et gestion des ateliers de couture / coiffure	Grand intérêt pour les jeunes Au cours des discussions en focus groupes, les jeunes ont cité la couture comme suscitant un intérêt particulier pour les jeunes femmes.
Opportunité 2 : La coiffure		Barrières à l'entrée faibles voire moyennes
Opportunité 3 : La menuiserie	Exploitation d'un petit atelier de menuiserie	Le capital de départ pour l'investissement initial Les jeunes qui s'intéressent à ce type d'activités disposent déjà du minimum de compétences techniques grâce aux formations d'apprentissage informelles dispensées par les chefs artisans.

III. OPPORTUNITÉS DANS LE TOURISME

Selon l'OMC, en 2009, le tourisme a contribué pour 400 millions de dollars à l'économie du Bénin (5,6% du PIB).⁶⁰ Les emplois secteur ont augmenté de plus de 400% entre 1999 et 2009, avec des chiffres passant respectivement de 1,663 à 7,515. Au Bénin, les femmes occupent 72% des postes de direction dans l'industrie du tourisme.⁶¹

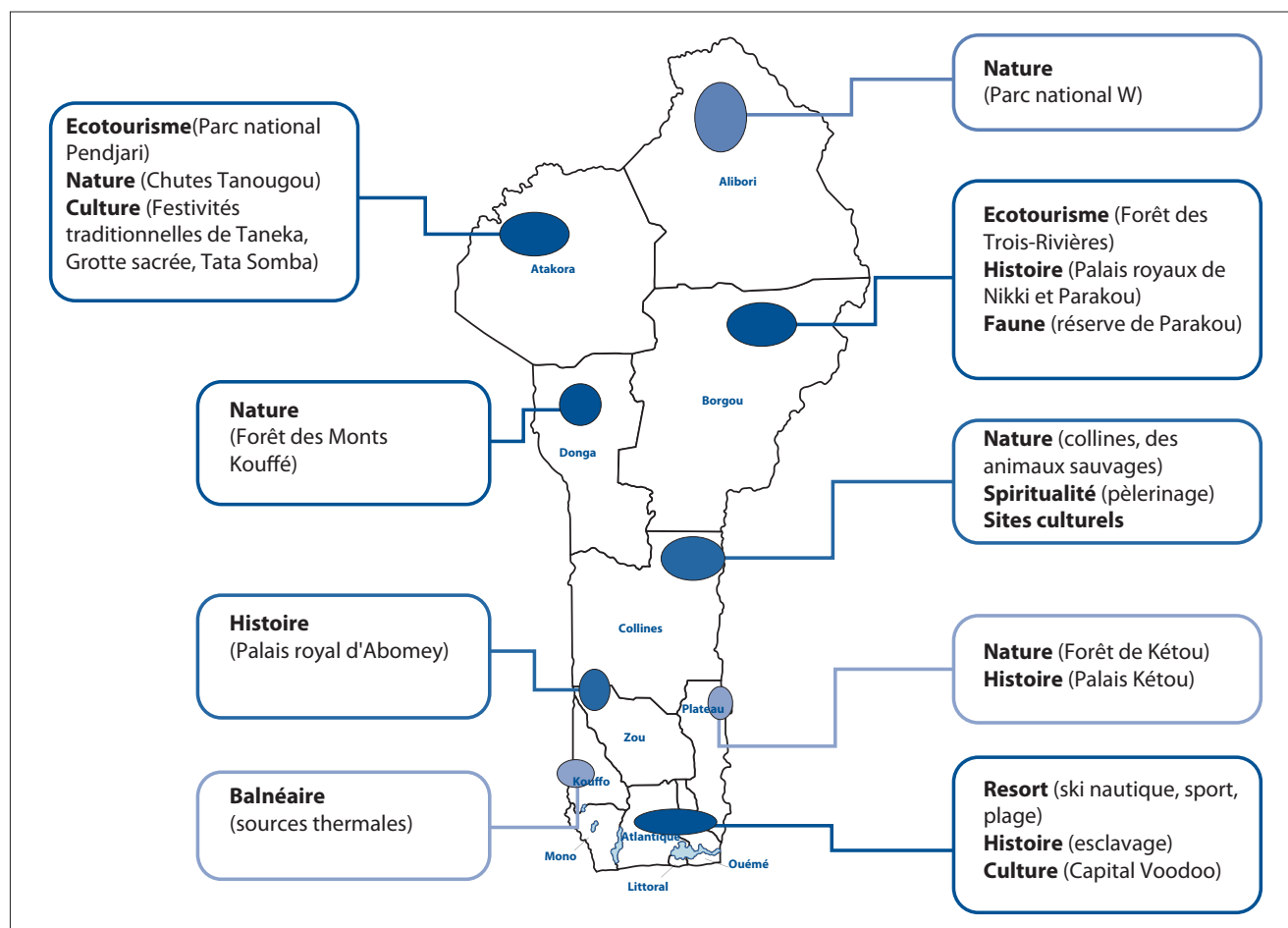
Cependant, les destinations touristiques du pays (figure 11) sont sous-exploitées, en raison de plusieurs facteurs externes qui empêchent la croissance du secteur. Entre autres, ces facteurs sont liés aux mauvaises infrastructures routières, au manque d'identification des zones de développement touristique, et à la faiblesse des réglementations qui permettent de promouvoir le secteur.

⁵⁹ Bénin Vision 2025

⁶⁰ Données et indicateurs de base de l'OMT, 2010

⁶¹ Potentialités touristiques du Bénin et opportunités d'emplois, ANPE, 2013

Figure 11
Principaux sites touristiques du Bénin



Compte tenu de toutes ces potentialités, le gouvernement du Bénin a décidé de faire du tourisme l'un des quatre axes prioritaires de croissance de l'économie. Depuis 2013, deux projets de grande envergure ont été lancés pour soutenir cette croissance : 1) la construction d'hôtels de grand standing dans le court terme avec la création de 1.375 emplois directs et 6.203 emplois indirects entre 2 - 4 ans ; et 2) le projet de développement de la « Route des Pêches. » Ce projet est situé dans une zone côtière de villages de pêcheurs avec de longues étendues de plage, entre les communes de Cotonou et d'Ouidah, port historique connu pour le transfert d'esclaves vers l'Europe et les Amériques. Le projet prévoit la construction de 2.000 chambres d'hôtel trois à quatre étoiles et le développement d'infrastructures connexes (eau, égouts, électricité, téléphone, routes d'accès, et passages pavés). Les besoins en ressources humaines pour le projet sont estimés entre 1.500 - 1.800 employés répartis entre les postes suivants :

- gestion du personnel et administration (8% – 10%)
- personnel de réception (9% – 12%)
- personnel de nettoyage (18% – 22%)
- personnel bar et restaurant (25% – 30%)
- personnel de cuisine (13% – 15%)
- personnel de maintenance (14% – 16%)
- autres postes (5% – 8%)

Ce projet permettra également de générer 6.900 à 8.280 emplois indirects.

Le tableau 3 résume les opportunités d'emploi spécifiques accessibles aux jeunes dans le secteur du tourisme.

Tableau 3
Opportunités d'emploi pour les jeunes dans le secteur du tourisme

Activités d'emploi	Description	Pourquoi est-ce une opportunité pour les jeunes ?
Opportunités de niveau débutant dans le secteur de l'hôtellerie	Guide touristique qui fournit des plans de voyage et des visites guidées pour les touristes Autres métiers de l'hôtellerie	Niveau de demande moyen à élevé sur le marché La demande existe à un niveau national et international pour les guides qui peuvent se relater avec précision l'histoire du Bénin et ses sites touristiques. Il y a des projets de construction d'hôtels en cours et susceptibles de générer, à court terme, des emplois dans l'hôtellerie. Grand intérêt pour les jeunes La plupart des jeunes, lors des discussions de groupes, ont montré un réel intérêt pour la profession de guide touristique.

IV. OPPORTUNITÉS DANS LES TIC ET LE SECTEUR DE LA DISTRIBUTION

Le secteur des TIC est en pleine croissance, avec de nombreuses opportunités pour les jeunes.

Le nombre de boutiques d'informatique, de cybercafés et de magasins de téléphonie ne cessent d'augmenter dans les villes du Bénin. La plupart d'entre eux sont exploités par des jeunes. En effet, le dernier recensement des entreprises TIC a répertorié 223 cybercafés dans le pays, avec une forte concentration dans les zones urbaines. Un peu moins de 85% de ces cybercafés sont des entreprises informelles ; 20% des cybercafés sont détenus par des jeunes âgés de 20 - 29 ans.

Des initiatives sont déjà en cours afin de promouvoir l'accès aux emplois liés aux TIC. L'incubateur AGENTIC, avec le soutien de la Banque mondiale, a lancé un projet visant à soutenir les start-up innovantes en TIC, à travers un mécanisme de subvention. Près de 1.000 jeunes dont 256 jeunes femmes en ont bénéficié ;⁶² 50 emplois ont été créés ; cinq nouvelles entreprises en TIC ont été lancées ; et 24 applications en TIC ont pénétré le marché.⁵⁹ L'infrastructure d'appui, mise en place par le projet, a démontré qu'il aide effectivement les jeunes participants à mettre en place des entreprises en TIC.

Quant au commerce, les difficultés d'accès à l'électricité, surtout dans les zones rurales, ont créé des opportunités pour le commerce de matériels solaires. Des initiatives à fort potentiel sont en train d'être mises en place dans ce domaine. Par exemple, l'ONG SNV Bénin, en partenariat avec la société de télécommunications MTN, a lancé un projet pour soutenir les micro-entreprises dans l'utilisation de la technologie solaire. Jusqu'ici une centaine de micro-entrepreneurs (âgés de moins de 35 ans) dans les zones rurales du pays ont bénéficié du projet.⁶³

Le tableau 4 résume les opportunités spécifiques d'auto-emploi accessibles aux jeunes dans le secteur des TIC.

62 Atelier pour l'évaluation de projet e-business, Agentic, 2015

63 Notes d'interview de Dalberg, visite au Bénin

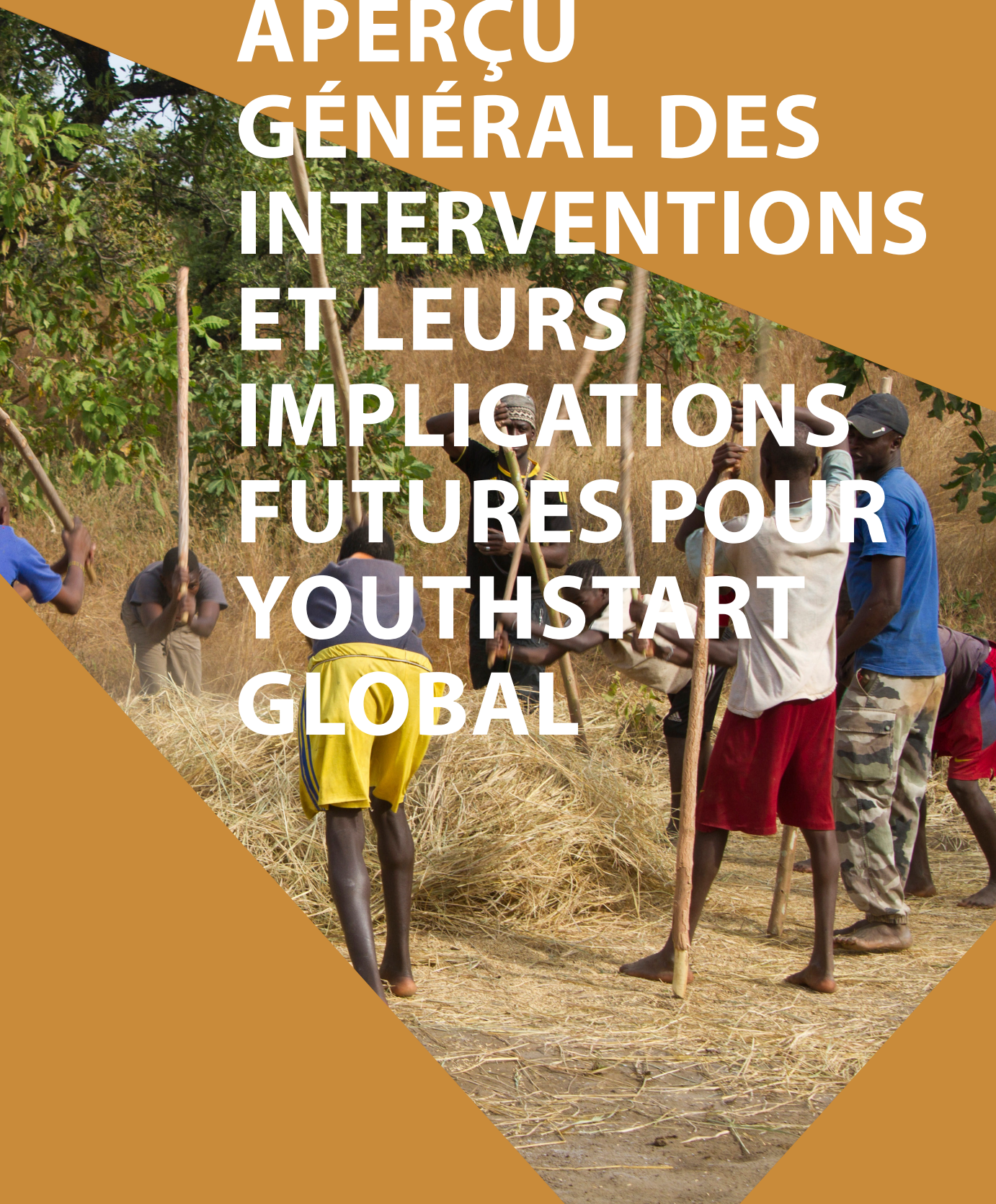
Tableau 4

Opportunités d'auto-emploi pour les jeunes dans le secteur des TIC

Activités d'auto-emploi	Description	Pourquoi est-ce une opportunité pour les jeunes?
Opportunité 1 : Les fournisseurs de services TIC	Services TIC aux utilisateurs et aux PME tels que : • Le développement d'applications • Les services informatiques • Les services de transfert d'argent • Le E-commerce pour plusieurs secteurs : l'agriculture, le textile, l'électronique	Demande du marché Il y a des niches de marché à fort potentiel pas encore développés dans les domaines des services de monnaie électronique, les e-services, et e-commerce. Dans le secteur de l'agriculture, par exemple, des plateformes électroniques capables de diffuser des prix du marché, de créer des liens entre l'offre et la demande de produits, etc. ne sont pas encore aussi développés au Bénin que dans des pays ouest-africains tels que le Sénégal et le Ghana où ils sont déjà opérationnels. Ces plateformes peuvent offrir aux jeunes des possibilités pour agir en qualité de prestataires de services, de collecte d'informations sur le terrain en contrepartie d'une rémunération.
Opportunité 2 : Commerce de biens et services TIC	• La vente de temps d'antenne • Le chargement des stands, des petits magasins de détail, les magasins de réparation, et des cybercafés	
Opportunité 3 : Les ventes de produits solaires dans les zones rurales	Opportunités commerciale pour : • Des boîtiers électriques • Des chargeurs mobiles • Des panneaux solaires • Des lanternes solaires	Le faible taux d'électrification crée une forte demande pour les services de recharge de téléphone mobile et d'autres services liés au mobile dans les zones rurales (le taux d'électrification national est de 27,1%, tandis qu'au niveau rural, il est de 2,9%). ³ Grand intérêt pour les jeunes Les discussions en focus groupes ont révélé que les jeunes ayant un niveau minimum d'éducation s'intéressent plus aux services de commerce en matière de TIC.

CHAPITRE 2 :

APERÇU GÉNÉRAL DES INTERVENTIONS ET LEURS IMPLICATIONS FUTURES POUR YOUTHSTART GLOBAL

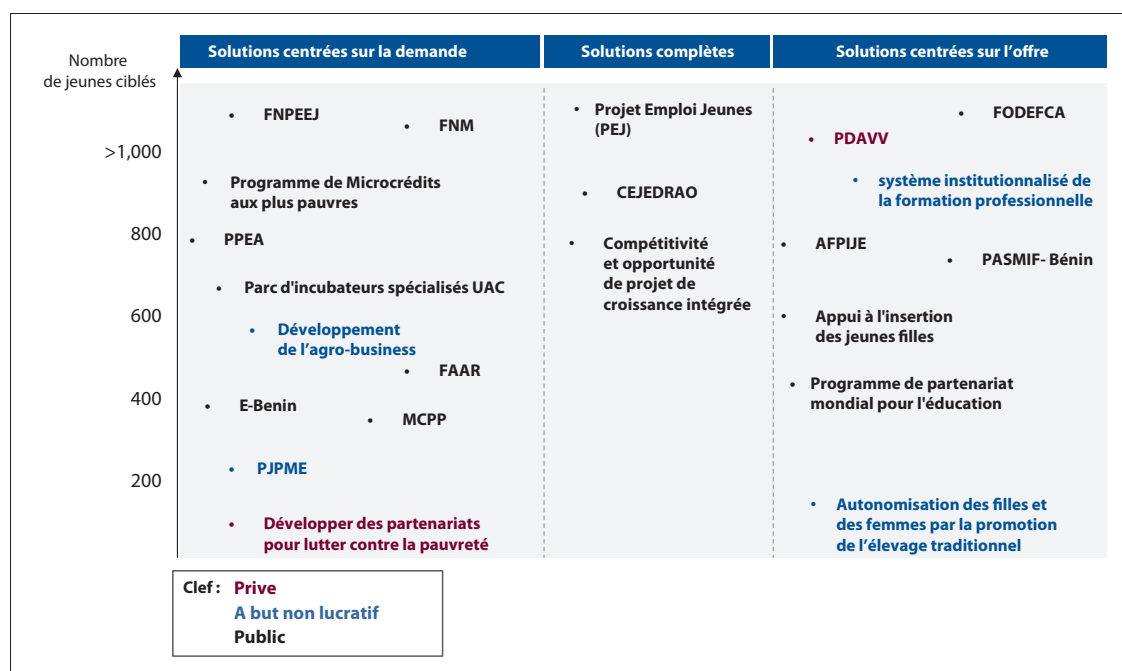


SECTION 1 - APERÇU GÉNÉRAL DES INITIATIVES SUR L'EMPLOI DES JEUNES ET DES PRINCIPALES INSUFFISANCES

La lutte contre le chômage au Bénin est l'un des principaux objectifs et un élément clé de l'engagement des acteurs locaux et internationaux dans l'espace de formation des jeunes.

Les figures 12 et 13 cartographient les interventions au Bénin, en fonction du niveau et de la zone- veuillez noter que la liste des programmes identifiés ici peut ne pas être exhaustive.

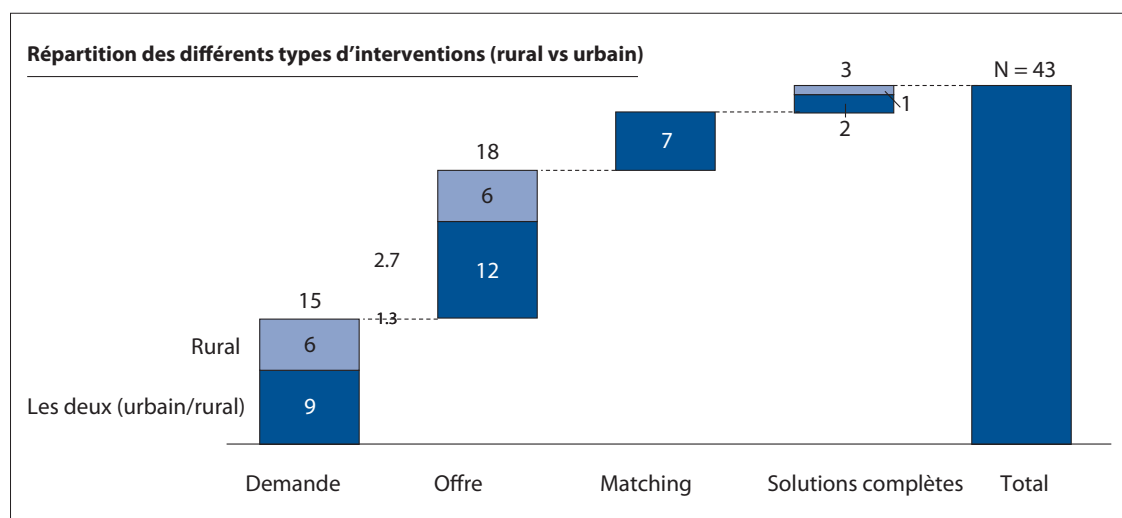
Figure 12
Programmes d'emploi pour les jeunes au Bénin, en fonction de l'ampleur



Source : Analyse Dalberg

Parmi les nombreuses initiatives d'emploi des jeunes en cours au Bénin, la plupart concentrent leurs interventions soit sur l'entrepreneuriat, soit sur le développement des compétences techniques. Très peu de programmes sont réalisés à grande échelle ; la majeure partie vise moins de 500 jeunes à la fois. La plupart des programmes sont conduits par le secteur public et sont inégalement répartis entre la demande, et les solutions de l'offre globale.

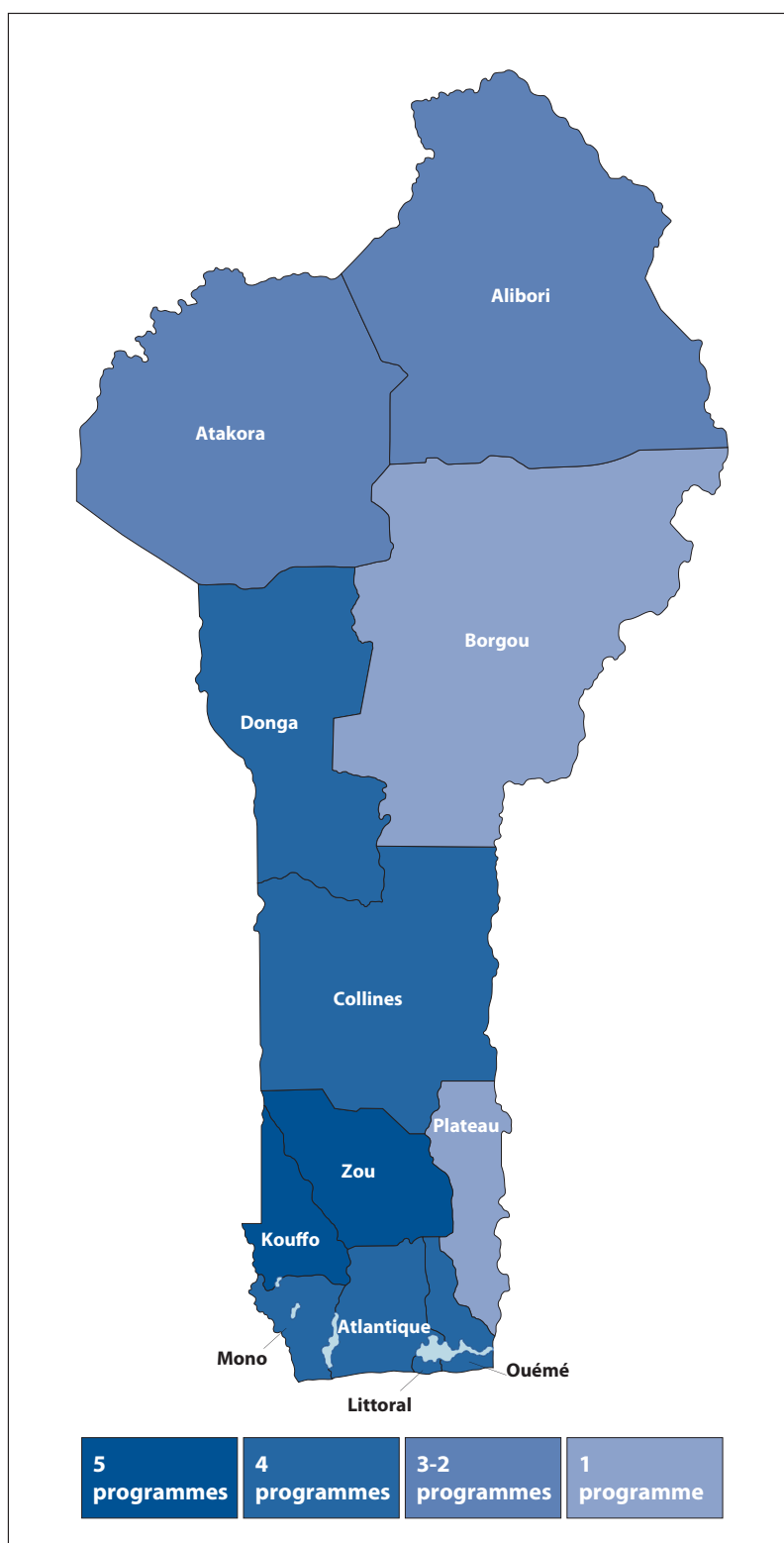
Figure 13
Programmes d'emploi pour les jeunes au Bénin, par zone géographique



Source : Analyse Dalberg

La plupart des programmes ruraux sont concentrés dans les départements du Zou et du Couffo (Figure 14), alors que Plateau et Borgou sont les provinces les moins desservies par les programmes d'emploi des jeunes.

Figure 14
Couverture du programme par province



Source : Analyse Dalberg

INTERVENTIONS CENTRÉES SUR LA DEMANDE

La majorité des interventions sont développées au sein des ministères et impliquent les agences donatrices internationales et, dans certains cas, une organisation d'exécution au niveau local.

Les principales interventions dans l'espace consacré à l'emploi des jeunes (par exemple, le programme Emploi Jeune de la Banque mondiale et d'autres programmes de donateurs tels que la Banque Africaine de Développement) sont conduites par des organismes gouvernementaux nationaux tandis que la mise en œuvre est réalisée par une ONG nationale ou internationale. L'augmentation de la participation des parties prenantes au niveau régional ou municipal (par le biais des comités locaux, associations de jeunes, etc.) pourrait relier plus efficacement les plus grandes visions de ces interventions aux besoins locaux.

Les communautés locales et les municipalités ne sont pas suffisamment impliquées dans l'élaboration des programmes.

La plupart des programmes et des initiatives n'impliquent pas assez les municipalités. Les discussions avec les partenaires au développement ont révélé que la participation limitée des acteurs locaux dans la conception et l'exécution du programme a occasionné le peu de résultats obtenus, principalement à cause des difficultés dans le suivi rapproché des programmes sur le terrain. Cet accompagnement et ce suivi particuliers des jeunes peuvent être effectués par les acteurs locaux (par exemple, les agents de vulgarisation au niveau local, les agents municipaux, etc.), mais ces acteurs doivent être impliqués, dès le début, dans la conception des interventions du programme. Par exemple, grâce aux accords particuliers de suivi et d'accompagnement qui ont été signés avec les collectivités locales, l'ONG Swiss Contact a pu apporter le soutien nécessaire aux institutions de microfinance, permettant ainsi aux jeunes de bénéficier de prêts sans tenir compte des formes traditionnelles de garantie.

INTERVENTIONS CENTRÉES SUR L'OFFRE

Les interventions centrées sur l'offre impliquent rarement les employeurs en tant que partenaires de base et ne parviennent pas à générer un impact significatif en termes d'opportunités d'emploi.

Parmi tous les programmes qui ont été identifiés comme étant centrés sur l'offre, aucun n'a pu d'avance consolider un partenariat avec les employeurs du secteur privé. Tous avaient tendance à traiter l'environnement favorable de façon globale sans agir directement pour combler les insuffisances - par exemple, en choisissant la formation et en mettant les jeunes en rapport avec les acteurs du secteur privé - en dépit des opportunités d'emploi au niveau local, dans les secteurs tels que le tourisme où il existe des déficits de compétences.

INTERVENTIONS GLOBALES

Il y a très peu de programmes complets – c'est-à-dire qui prennent en charge à la fois les obstacles liés à l'offre et ceux liés à la demande. Les principales initiatives complètes qui sont actuellement en cours sont encore naissantes et n'ont jusque-là pas fait leurs preuves.

Par exemple, le Programme complet Emploi Jeunes de la Banque mondiale a justement été lancé en 2015. Pendant ce temps, une initiative inclusive qui était censée avoir un impact positif, CEJEDRAO, touche à sa fin. Une autre caractéristique des programmes complets est qu'ils ont essentiellement mis l'accent sur les jeunes en milieu rural. Un soutien complet est plus que nécessaire, en particulier dans les zones urbaines et semi-

urbaines. En effet, alors qu'il y a peu d'évaluations d'impact formelles sur les interventions pour les jeunes, de façon anecdotique, il s'avère, qu'à travers le continent, les programmes qui adoptent une vision holistique plus complète de la chaîne de valeur éducation-emploi semblent avoir un plus grand impact. Ceux qui se concentrent uniquement sur l'amélioration des compétences ou des qualifications des jeunes, sans s'engager avec et comprendre les facteurs de la demande, sont généralement moins efficaces. Sans un aperçu des résultats au niveau de l'environnement, l'effet est limité à la jeunesse ayant des qualifications avec diplôme améliorées.

Etude de cas 2 :

Renforcement de l'emploi des jeunes et des compétences pour le développement rural en Afrique de l'Ouest

CEJEDRAO est un projet de 8 millions de dollars américains financé par le gouvernement danois et mis en œuvre dans trois pays : le Bénin, le Burkina Faso, et le Zimbabwe.

Dans une approche holistique du développement, le projet CEJEDRAO au Bénin a choisi l'approche «making do» «faire faire», où les activités sont réalisées par des structures privées et non gouvernementales de manière participative. CEJEDRAO a ciblé 5000 jeunes dans les départements de l'Atlantique, Zou (Centre du pays), Atakora (Nord-Ouest), et Donga (Nord-est).

Résultats obtenus au Bénin

Au total, 25 Comités villageois de développement (CVD) ont été mis en place pour jouer un rôle de catalyseur dans le suivi des activités menées par neuf services recrutés pour exécuter des actions sur le terrain. Une première évaluation a montré que le projet a fourni des résultats positifs et tangibles. Depuis 2010, le projet CEJEDRAO rapporte que :

11.284 bénéficiaires ont été atteints, ce qui représente 108% du total prévu à la fin du projet ;

6.343 emplois ont été créés, soit 117% de l'effectif total prévu à la fin du projet ;

1964 maîtres artisans ont perfectionné leur métier, soit 111% du nombre d'artisans qui devraient être atteints à la fin du projet ;

2.977 apprentis ont été formés, soit 92% de l'effectif total prévu à la fin du projet ;

3.480 partenaires sont maintenant en mesure de mieux comprendre les problèmes liés à l'emploi des jeunes et à l'apprentissage informel.

Source : Résumé de l'évaluation du projet, OIT, 2014

Figure 15
Programmes d'emploi pour les jeunes par zone géographique

Segment cible	Solutions centrées de la demande	Solutions complètes	Solutions centrées sur l'approvisionnement
Tous les deux	• FNPEEJ • PJPME • Programme de Microcrédits aux Plus Pauvres • Parc d'incubateurs spécialisés d'entreprise of UAC • PPEA	• YouthEmployment Project / Projet Emploi des jeunes (PEJ) • Compétitivité et opportunité de projet de croissance intégrée	• FODEFCA • Programme de partenariat mondial pour l'éducation • PASMIF-Bénin • AFPIJE • système institutionnalisé de la formation professionnelle
Urbain	• E-Benin		• Appui à l'insertion des jeunes filles
Rural	• Développement de l'agro-business • FAAR • Développer des partenariats pour lutter contre la pauvreté	• CEJEDRAO	• PDAVV • Projet Noix de cajou • Autonomisation des filles et des femmes par la promotion de l'élevage traditionnel

Clef:

Privé

À but non lucratif

Public

Source : Analyse Dalberg

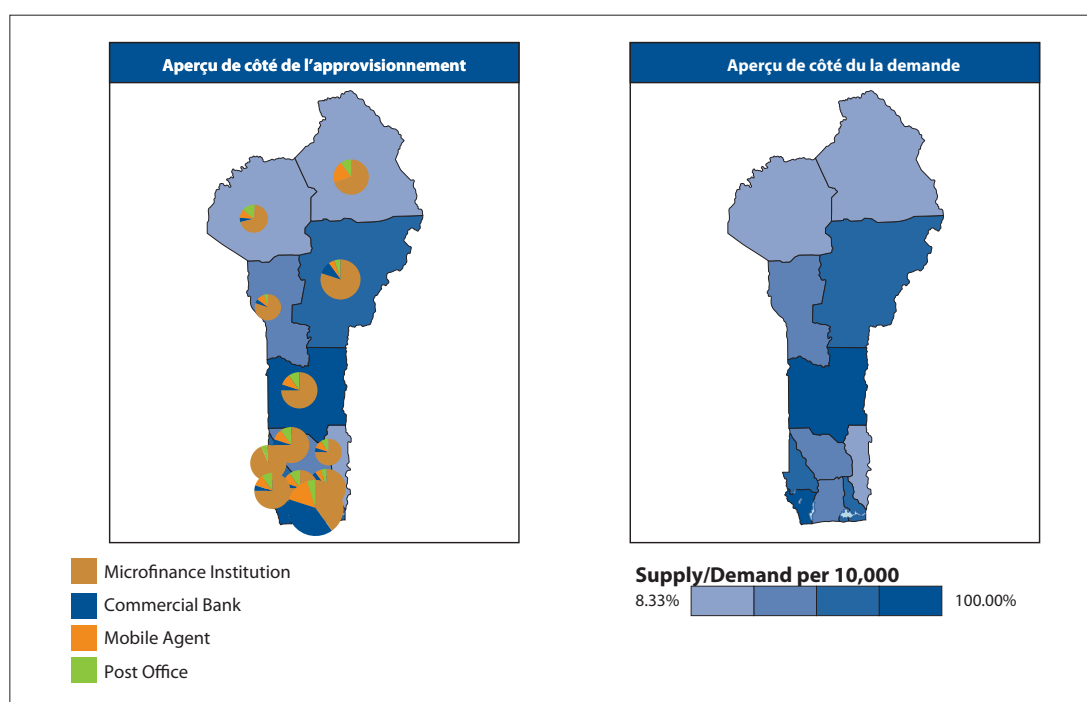
INTERVENTIONS D'ADÉQUATION

La principale intervention d'adéquation au Bénin est effectuée à travers l'ANPE, qui reçoit régulièrement des opportunités d'emploi et les publie sur son site Web. Cependant, les discussions en focus groupes révèlent que la plupart des opportunités qui sont publiées exigent une expérience de travail préalable et sont destinées aux personnes ayant des niveaux de formation élevés. Nous n'avons pas été en mesure d'identifier les interventions d'adéquation adaptées aux jeunes défavorisés et moins instruits.

SECTION 2 - APERÇU GÉNÉRAL DE L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS ET DES PRINCIPALES INSUFFISANCES

Alors que le secteur financier au Bénin est caractérisé par une prédominance des banques, il n'en demeure pas moins que le secteur de la microfinance se développe avec une croissance rapide. Le secteur bancaire au Bénin comprend 13 banques commerciales, dont l'une est spécialisée dans le logement (Banque de l'Habitat du Bénin, BHB) et une société de microfinance (FINADEV). Les services bancaires sont limités et concentrés dans les zones urbaines où se trouvent la plupart de leurs agences (figure 16).⁶⁴ Le pourcentage de ménages disposant d'un compte bancaire est encore très faible au Bénin (5,4%, selon les chiffres de 2010⁶⁵).

Figure 16
Aperçu de l'offre et de la demande



Source : IMF éliminer les obstacles à l'inclusion financière au Bénin, MIX Market 2013

D'autre part, le secteur de la microfinance est l'un des plus dynamiques dans la région Afrique de l'Ouest. Il est dominé par dix institutions financières qui se partagent 90% des dépôts et 85% des prêts.⁶⁶

⁶⁴ Diagnostic du secteur de la microfinance au Bénin, Programme d'Appui au Secteur de la Micro Finance (PASMIF), 2013

⁶⁵ Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

⁶⁶ Diagnostic du secteur de la microfinance au Bénin, PASMIF, 2013

Le secteur financier au Bénin est, dans son ensemble, confronté à divers obstacles, en raison de disparités liées à l'économie et aux infrastructures.⁶⁷ En effet, malgré le nombre apparent d'acteurs, la fourniture de produits et services financiers en général, et la microfinance, en particulier, demeure concentrée dans les activités commerciales (68%) et dans les zones urbaines et semi-urbaines (70%). Les béninois en milieu rural qui représentent plus de 70%⁶⁸ de la population totale, ne reçoivent que 30% des financements dont la plupart portent directement sur des activités à court terme. Les besoins de financement à moyen et long terme sont faiblement pris en compte, principalement en raison des niveaux élevés d'incertitude associés à de nombreuses activités économiques rurales et au manque de produits et services financiers adaptés permettant d'atténuer ce risque.

Beaucoup d'efforts ont été fournis pour faciliter l'accès financier à ceux qui en bénéficient peu, notamment avec la création du Fonds National de la Microfinance qui fournit des lignes de crédit aux institutions de microfinance. Cependant, il existe encore des contraintes et des défis à la fois au sein des IMF (par exemple, une formation insuffisante du personnel, des outils analytiques peu performants, et le manque de bons systèmes d'information géographique) et, de façon générale, au sein de l'environnement du crédit (par exemple, une mauvaise compréhension du secteur rural de la part des prêteurs, les difficultés liées à l'évaluation des PME, et les difficultés juridiques dans le recouvrement des créances).

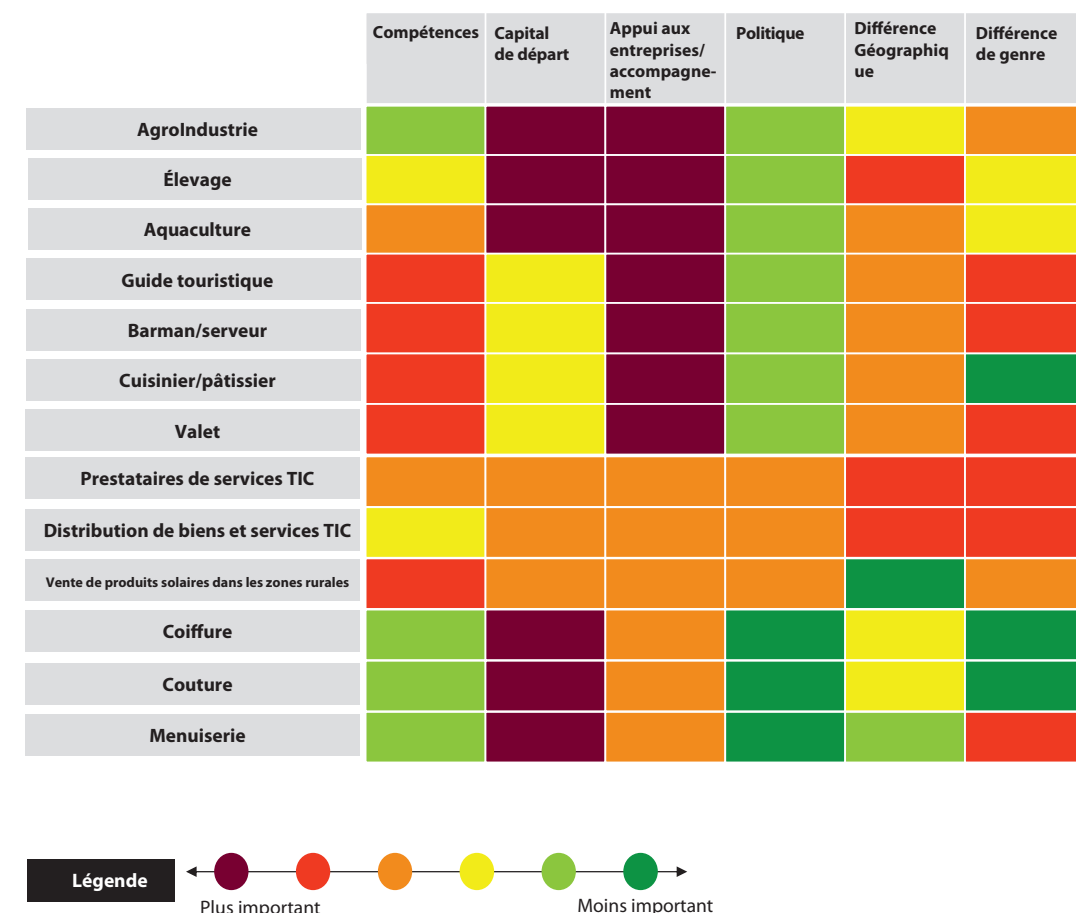
Malgré les efforts de diversification de produits par les institutions financières, une importante demande reste insatisfaite. Les principales insuffisances demeurent autour de l'accessibilité des comptes d'épargne à travers le pays et la fourniture de crédit à court, moyen et long terme.

Les jeunes (15 - 35 ans d'âge) sont généralement considérés comme le segment de la population le plus vulnérable ; ils sont moins servis en raison de leur supposée immaturité et de leur faible préparation (par exemple, le manque de connaissances en finance) s'agissant de l'entrepreneuriat. Cependant, les institutions financières reconnaissent également l'opportunité que représente cette partie importante de la population et confessent que les jeunes ont besoin d'être soutenus afin de devenir un segment d'affaires viable. Les MPME, qui recrutent beaucoup de jeunes, sont aussi un segment important pour les institutions de microfinance, mais ils sont mal desservis en raison de leur faible capacité à gagner la confiance des institutions financières ainsi que l'inexpérience de ces institutions dans le traitement des entreprises informelles.

67 Ibid.

68 Ibid.

Figure 17
Interventions contre opportunités pour les jeunes



Sources : Recherche documentaire ; entretiens ; Analyse Dalberg

Le renforcement des compétences :

Les jeunes qui s'intéressent aux activités artisanales disposent souvent de peu de compétences acquises avec les maîtres artisans. Pour cette catégorie de jeunes, il est important de les aider à acquérir des compétences très spécialisées qui peuvent compléter leur formation (par exemple, pour un mécanicien, une formation sur l'utilisation de logiciels nécessaires pour de nouvelles générations de voitures). Pour d'autres activités telles que l'aquaculture et l'élevage, des activités de formation à court terme sont nécessaires pour les doter des meilleures pratiques de production, qui, par la suite, leur seront très utiles pour assurer leur productivité et leur succès à long terme.

Capital de départ :

A titre de rappel, tel que cité précédemment, les jeunes restent particulièrement mal desservis par les acteurs financiers ; sans aucune forme de soutien externe, leur manque de connaissances en finance et leur manque d'expérience demeurent des contraintes majeures qui les empêchent d'obtenir le capital nécessaire pour financer leurs activités entrepreneuriales.

Soutien aux entreprises / accompagnement et adéquation :

Les efforts visant à soutenir les jeunes qui s'intéressent à l'entrepreneuriat ont largement pris la forme de BPC, qui permettent aux jeunes de structurer leurs projets d'entreprise et de produire des business plans. Ce soutien, bien que positif, reste limité à la fois en termes de population desservie - les BPC sont principalement centrés sur les jeunes avec un niveau d'éducation relativement élevé (université / Grandes écoles supérieures) - et en termes d'envergure - le soutien des BPC ne dépasse pas l'étape du business plan ; les centres ne sont pas impliqués dans la poursuite et le suivi des activités d'accompagnement à l'endroit de jeunes. Il existe également plusieurs OSJ qui ont la capacité de soutenir les jeunes. Cependant, leurs interventions restent limitées à des projets inscrivant généralement 100 à 300 jeunes, ce qui est bien en deçà de la demande potentielle.

Politique :

Il y a un manque de coordination entre les acteurs chargés du développement et de la mise en œuvre des politiques liées à la création d'opportunités économiques pour les jeunes. Par ailleurs, plusieurs de ces politiques ne reflètent pas les réalités des jeunes ou ne sont pas en faveur des jeunes.

Couverture géographique et genre :

Les entretiens avec les intervenants ont révélé que les organisations peinent à intégrer les considérations de genre dans leurs programmes, en particulier pour les interventions liées aux TIC où, de plus en plus, il s'avère difficile d'atteindre l'équilibre entre les sexes. Par exemple, le projet MTN kiosks n'a pas atteint son objectif de 50% de femmes, en raison du faible niveau d'intérêt chez ces dernières.

Le tableau 5 met en évidence les insuffisances spécifiques au sein des opportunités à fort potentiel.

Tableau 5

Opportunités, défis et interventions

Secteurs d'opportunité	Type de déficit	Défis spécifiques	Eventuelles Implications pour YSG
Chaîne de valeur agriculture			
Opportunités en Agrobusiness (élevage, production agricole, aquaculture)	Compétences	• Méconnaissance des bonnes pratiques agricoles (BPA) • Equipements de production insuffisants et manque de connaissances sur l'utilisation, limitant la productivité • Peu de centres de formation offrent des renforcements des capacités pour les jeunes en matière d'agriculture ; le principal centre (Centre Songhai) a une capacité limitée et ne peut pas répondre à la demande	• Travailler avec le Centre Songhaï pour former beaucoup de jeunes sur les BPA • Etudier la possibilité d'élargir la portée de la formation grâce à un programme de formation des formateurs où le YSG formera des agents de terrain (probablement les actuels agents de vulgarisation) qui, à leur tour, fourniront, de façon permanente, des conseils en vulgarisation pour les jeunes engagés dans des activités agricoles • L'assistance technique à fournir par les prestataires de services financiers qui y participent, intégrera le développement de produits financiers adaptés aux jeunes du secteur de l'agriculture • Sélectionner et former plusieurs agents de vulgarisation qui, à leur tour, devront apporter un soutien de façon permanente aux jeunes (la formation peut être dispensée par les partenaires techniques sélectionnés par le programme) • Donner des exemples de success stories comme composante coaching, pour renforcer le leadership des jeunes • Intégrer une composante genre visant à aider les jeunes femmes à réussir l'accès aux opportunités en agrobusiness. Cela pourrait impliquer : • Sensibiliser des parents et obtenir leur soutien et engagement pour aider les jeunes femmes à réussir dans leurs entreprises • Travailler avec les autorités locales et les chefs traditionnels

Secteurs d'opportunité	Type de déficit	Défis spécifiques	Eventuelles Implications pour YSG
	Capital	• Peu de produits financiers adaptés pour les jeunes entrepreneurs du secteur de l'agriculture	
	Appui aux entreprises / mise en relation	• Appui circonscrit aux agents de vulgarisation du gouvernement qui ont une capacité très limitée • manque d'informations, sur la commercialisation/ marketing sur l'offre ou la demande, qui puissent permettre aux jeunes de commercialiser efficacement leurs produits	

Secteurs d'opportunité	Type de déficit	Défis spécifiques	Eventuelles Implications pour YSG
	Les politiques	Les politiques ne soutiennent pas efficacement le développement de la production locale. A titre d'exemple, les politiques «en faveur de la production locale» telles que les restrictions sur les importations de volaille (mises en œuvre, par exemple, en Zambie) et d'autres produits qui peuvent être développés dans le pays sont inexistantes. En conséquence, la production nationale fait face à la concurrence féroce des importations	
	la Zone de couverture	Il y a un manque de couverture géographique fournissant un guide adapté aux opportunités en matière de production dans les différentes régions du pays	

Secteurs d'opportunité	Type de déficit	Défis spécifiques	Eventuelles Implications pour YSG
	Le genre	L'accès aux activités liées à l'agrobusiness s'avère souvent difficile pour les jeunes femmes qui rencontrent de plus en plus d'obstacles à cause du mariage précoce, du manque d'accès à la terre et aux moyens de production	
Opportunités dans l'artisanat (couture, coiffure, menuiserie, etc.) et opportunités dans le commerce des TIC	Les compétences	Bien que les jeunes qui s'intéressent à l'artisanat disposent déjà de compétences techniques de base, ils manquent de compétences et de visibilité nécessaires pour de nouvelles tendances dans leur domaine ; par exemple, les mécaniciens formés sur les anciens moteurs peuvent ne pas avoir les compétences informatiques de base nécessaires pour les nouvelles générations de véhicules (et pour la promotion de leurs entreprises ; par exemple, commerce en ligne, site web, etc.)	- Veiller à ce que les activités de renforcement des compétences devant être fournies par l'OSJ (Organisation au service des jeunes) répondent aux besoins et aux nouvelles tendances ; par exemple, mettre en place un partenariat avec des designers afin d'initier les jeunes tailleurs à la «haute couture» qui a/enregistre une forte demande dans le marché - Mobiliser les financements FODEFCA et aider à accroître la portée des opportunités de formation

Secteurs d'opportunité	Type de déficit	Défis spécifiques	Eventuelles Implications pour YSG
	Capital	• Selon les jeunes, l'accès aux biens d'équipement de base est le principal obstacle qui les empêche de lancer leur entreprise • Peu de possibilités de financement externe pour soutenir leurs formations (épargne / plans de crédit pour la formation)	• Intégrer le développement de produits financiers adaptés aux jeunes du secteur artisanal dans l'assistance technique à fournir par les fournisseurs de services financiers participants
	Appui aux entreprises / mise en adéquation	• Quelques organisations au service des jeunes leur apportent un soutien ; le principal soutien constant est fourni par les BPC mais reste limité	• Impliquer, dans le consortium OSJ, des artisans expérimentés qui peuvent fournir un encadrement et un accompagnement aux jeunes
	Les politiques	• La politique fiscale est peu favorable au développement du secteur de l'artisanat • Les jeunes sont prêts à formaliser leurs activités, mais sont souvent bloqués par la paperasserie et la bureaucratie	• Plaider pour créer un environnement fiscal favorable et un environnement administratif favorable à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur • Plaider pour une augmentation des achats de mobilier local fabriqué au Bénin (par exemple, en demandant aux différentes structures gouvernementales de commander leur mobilier chez les artisans locaux)
	L'Etendue/ la Zone de couverture	• Mauvaise répartition spatiale des centres de formation ; les grands centres de formation sont concentrés dans le sud du pays	• Sélectionner et former un groupe d'ONG locales qui, à son tour, offrira une formation aux jeunes en milieu rural (la formation peut être dispensée par les partenaires techniques sélectionnés par le programme)

Secteurs d'opportunité	Type de déficit	Défis spécifiques	Eventuelles Implications pour YSG
	Le genre	Les femmes sont particulièrement intéressées par les activités du secteur artisanal (couture, coiffure) et font face à des défis similaires à ceux rencontrés par les jeunes concernant l'accès au capital	La principale implication sur la question du genre pour le programme est de segmenter l'intérêt des jeunes par sexe ; en conséquence, les interventions peuvent alors être conçues avec, par exemple, un groupe de filles et de jeunes femmes pour mettre en place des salons de coiffure ainsi qu'un groupe mixte pour la couture
	Les compétences	- Les jeunes manquent d'instruction et de compétences entrepreneuriales de base - Peu de centres de formation professionnelle offrent le renforcement de capacités aux jeunes dans les TIC	Former un groupe d'agents qui utiliseront, à leur tour, les programmes pour fournir des formations professionnelles aux jeunes
	Capital	Très peu de produits financiers sont adaptés pour les jeunes dans le secteur des TIC	Dans l'assistance technique à fournir par les fournisseurs de services financiers qui y participent, intégrer, pour les jeunes, le développement de produits financiers adaptés aux activités de distribution / micro-franchise

Secteurs d'opportunité	Type de déficit	Défis spécifiques	Eventuelles Implications pour YSG
	Appui aux entreprises / mise en adéquation	- Niveau limité d'initiatives visant à promouvoir les entreprises de TIC et accessibles aux jeunes vulnérables (les kiosques TIC ne ciblent pas plus de 100 jeunes) - Les programmes existants sont conçus pour la jeunesse des zones urbaines ayant des niveaux élevés de formation (par exemple, Agentic, le parc d'incubateur de l'Université d'Abomey-Calavi)	Sélectionner et former un groupe d'agents qui pourra, à son tour, apporter un soutien spécifique aux jeunes (la formation peut être dispensée par les partenaires techniques sélectionnés par le programme)
	Les politiques	Les initiatives sur les politiques (par exemple, la mise en place des BPC, l'ANPE) ne parviennent pas à répondre aux besoins des jeunes ayant un faible niveau d'études, ils ne bénéficient pas effectivement des dispositifs de soutien actuels	Promouvoir des politiques et services en faveur des jeunes parmi ces acteurs
	Zone de couverture	L'augmentation des dispositifs de soutien dans les zones rurales demeure un défi - les BPC sont encore concentrés en milieu urbain	

Secteurs d'opportunité	Type de déficit	Défis spécifiques	Eventuelles Implications pour YSG
	Le genre	Les discussions en focus groupes indiquent que les jeunes femmes semblent moins intéressées par les activités de TIC	Intégrer une composante genre visant à sensibiliser les jeunes femmes sur les opportunités en matière de TIC / activités commerciales
Opportunités dans les métiers de l'hôtellerie	Les compétences	Le manque de travailleurs qualifiés est un défi constant et majeur dans le secteur de l'hôtellerie ; à cause des déficits de compétences dans les marchés locaux, les employeurs ont tendance à recourir à la main-d'œuvre étrangère en provenance des pays voisins	Mettre en œuvre des programmes de renforcement des compétences à court terme pour les jeunes sélectionnés et soutenir davantage leur accès aux possibilités d'emploi, grâce à des initiatives de mise à niveau

CONCLUSION ET PERSPECTIVES



Ce rapport démontre que le défi de l'emploi des jeunes au Bénin est caractérisé par une demande très faible provenant des employeurs. Il est généralement admis que l'auto-emploi et le développement de l'entreprise constituent un mécanisme essentiel pour créer plus d'opportunités pour les jeunes.

Un examen des obstacles à l'emploi des jeunes a permis de mettre en évidence la faiblesse de la capacité d'absorption de l'économie béninoise.

- Près de 60% de jeunes sans emploi indiquent l'absence d'emplois comme un obstacle majeur à leur employabilité.⁶⁹
- Quatre-vingt-cinq pour cent (85%) des jeunes affirment qu'ils n'ont jamais reçu des conseils sur la façon de chercher un emploi.⁷⁰
- Les jeunes ayant suivi des études supérieures sont plus susceptibles d'être sans emploi. Par exemple, en 2012, moins de 20% des jeunes sans ou avec une éducation de niveau primaire étaient sans emploi ; alors que les taux de chômage étaient de 38,2% pour les jeunes ayant un niveau d'enseignement secondaire.⁷¹
- Les jeunes ayant effectué des études antérieures limitées sont plus susceptibles de s'investir très tôt dans l'apprentissage informel des activités artisanales.

L'accès au capital est un défi majeur et constant limitant la capacité des jeunes à démarrer avec succès une entreprise.

- Les jeunes (15 - 35 ans) sont généralement considérés comme le segment de la population le plus vulnérable et sont moins bien desservis en raison de leur supposée immaturité et de leur mauvaise préparation (par exemple, le manque de connaissances en finance) pour l'entrepreneuriat.
- Cependant, les institutions financières reconnaissent également l'opportunité que représente cette partie importante de la population et avouent que les jeunes ont besoin d'être soutenus afin de devenir un segment d'affaires viable.

En termes d'opportunités économiques pour les jeunes, quatre secteurs apparaissent plus prometteurs. Le secteur du tourisme offre un fort potentiel pour les opportunités d'emploi (métiers de l'hôtellerie). **Le secteur des TIC** est en croissance et la création d'opportunités, notamment la distribution des produits et services TIC ainsi que des produits et services solaires. **Le secteur artisanal** offre également d'importantes opportunités pour les jeunes dans les domaines de la couture, de la coiffure, et de la menuiserie. Enfin, dans **le secteur de l'agriculture**, l'un des piliers de l'économie du pays, il existe des opportunités économiques à fort potentiel pour les jeunes dans l'élevage de bétail, la transformation à petite échelle, la production agricole à haute valeur ajoutée et l'aquaculture.

69 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Afrique Sub-saharienne, Institut National de la Statistique et d'Analyse Economique du Bénin (INSAE), 2013

70 Ibid.

71 Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes au Bénin, ETVA, OIT, 2013

Dans ces quatre secteurs prometteurs, **les programmes existants n'abordent pas entièrement les différents éléments nécessaires pour les jeunes afin qu'ils accèdent à des opportunités à fort potentiel.** Le programme YouthStart doit chercher à renforcer davantage le lien entre l'inclusion financière et la création d'opportunités économiques pour les jeunes. En effet, alors que les jeunes doivent avoir accès à des services financiers appropriés et abordables, ils doivent également avoir accès à la formation sur l'esprit d'entreprise, l'encadrement, l'apprentissage, et d'autres services non financiers pertinents qui peuvent soutenir leur transition de l'école au l'entreprise, en temps opportun, et leur permettre de sécuriser et de maintenir des emplois décents et / ou pour lancer et soutenir les entreprises qui ont réussi. En outre, les organisations s'efforcent généralement de s'attaquer aux disparités hommes-femmes parmi les bénéficiaires de leurs services.

Globalement, **il faut mettre en œuvre plus de programmes centrés sur la demande, en particulier en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes ; les programmes existants doivent être renforcés pour atteindre un plus grand nombre de jeunes. Par ailleurs, il faut aussi accroître les interventions dans les zones rurales pour soutenir les jeunes dans l'agriculture,** en particulier dans les provinces où la couverture du programme est faible. Compte tenu de l'expertise de base de UNCDF dans la finance inclusive et le financement du développement local, il serait particulièrement stratégique d'intervenir face à l'esprit d'entreprise où le financement est un facteur clé de réussite. Afin de maximiser leur impact, les interventions devraient chercher à combler les insuffisances les plus importantes qui ont été identifiées. En outre, certaines interventions devraient être menées de façon évolutive et traiter l'ensemble de la chaîne de valeur de l'entrepreneuriat des jeunes, à savoir, suivre une «approche écosystémique».

Ce rapport est un élément clé dans la phase de lancement de YSG au Bénin. La prochaine phase de YSG mettra l'accent sur la mise en place, pour chaque intervention, des partenariats nécessaires entre les acteurs œuvrant pour les opportunités économiques de l'environnement des jeunes. Plus précisément, il impliquera le renforcement de capacités des partenaires à élaborer des propositions avec un niveau de qualité élevé, à agir avec la diligence requise, à organiser une autre rencontre entre parties prenantes, et, enfin, à assurer l'engagement financier et politique.

La deuxième phase consistera à l'octroi de subventions à des consortiums, au soutien et au suivi des partenaires sélectionnés dans la mise en œuvre, la compréhension et la diffusion des connaissances acquises dans ce processus.

Pour plus d'informations :

UNCDF

2, Place des Nations Unies

New York, NY, 10017

Email : youthstart@uncdf.org

Tel : +1 212 906 65 65